

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 870

14 mai 2007

SOMMAIRE

3 EP Car Park Investors SCA, SICAR	41724	Pioneer Investments Ertrag	41724
BBV-Dachfonds	41752	Pioneer Investments Wachstum	41724
BBV-Fonds	41751	Plantations des Terres Rouges S.A.	41717
Capital International Fund	41719	PVV SICAV	41722
Cera Invest	41721	Robur International Sicav	41718
Credit Suisse Mezzanine Finance Partners S.à r.l.	41752	Sanpaolo International Fund	41723
Credit Suisse Mezzanine Finance SCA SI- CAR	41725	Sanpaolo Manager Selection Fund	41723
EDM International	41721	SES Astra	41760
Espirito Santo Control S.A.	41718	Socfinasia	41715
Espirito Santo Financial Group S.A.	41720	Société Financière Luxembourgeoise	41714
Espirito Santo Financial Group S.A.	41719	StrategiePortfolio Absolut	41760
HVB Luxembourg Select	41760	StrategiePortfolio Balance	41725
Hydro Invest S.A.	41721	StrategiePortfolio Chance	41751
Intercultures S.A.	41714	StrategiePortfolio Wachstum	41759
Living Planet Fund	41723	Sydbank Peerless, Sicav	41717
Lowlands Holding S.A.	41716	Unigest S.A.	41718
PAM (L)	41716	VPV Pro	41759
Pioneer Investments Athos	41760	Wandpark S.A.	41720
Pioneer Investments Chance	41724	Zenith Global Fund	41722

Socfinal, Société Financière Luxembourgeoise, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 5.937.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 mai 2007 à 12.00 heures à l'hôtel Parc Belle-Vue, Salle Pétrusse, 5, avenue Marie Thérèse, à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du Commissaire aux comptes et rapport du Réviseur.
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes, comptes sociaux, arrêtés au 31 décembre 2006.
Proposition de résolution: L'Assemblée Générale approuve le rapport et les comptes annuels, comptes sociaux, au 31 décembre 2006 tels qu'ils sont établis par le Conseil d'Administration.
3. Affectation du solde bénéficiaire.
Proposition de résolution: L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat et la distribution d'un dividende de EUR 10,- par action.
4. Approbation des bilan et compte de profits et pertes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006.
Proposition de résolution: L'Assemblée Générale approuve les rapports et les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2006 tels qu'ils sont établis par le Conseil d'Administration.
5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.
Proposition de résolution: L'Assemblée Générale donne décharge aux administrateurs pour leur gestion et au Commissaire pour sa mission de contrôle.
6. Nominations statutaires.
Proposition de résolution: L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de 6 ans le mandat d'administrateur de Monsieur Vincent Bolloré.
7. Divers.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'assemblée, c'est-à-dire le 22 mai 2007 au plus tard, aux guichets des établissements suivants:

au Luxembourg: chez ING LUXEMBOURG

52, route d'Esch

2965 Luxembourg

en Belgique : chez ING BELGIQUE S.A.

24 avenue Marnix

1000 Bruxelles et agences.

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046697/1214/40.

Intercultures S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 6.225.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 mai 2007 à 10.00 heures à l'hôtel Parc Belle-Vue, Salle Pétrusse, 5, avenue Marie Thérèse, à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du Commissaire aux comptes et rapport du Réviseur.
2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes, comptes sociaux, arrêtés au 31 décembre 2006.
Proposition de résolution: L'Assemblée Générale approuve le rapport et les comptes annuels, comptes sociaux, au 31 décembre 2006 tels qu'ils sont établis par le Conseil d'Administration.
3. Affectation du solde bénéficiaire.

Proposition de résolution : L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat et la distribution d'un dividende de EUR 3,50 par action.

4. Approbation des bilan et compte de profits et pertes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006.

Proposition de résolution: L'Assemblée Générale approuve les rapports et les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2006 tels qu'ils sont établis par le Conseil d'Administration.

5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Proposition de résolution: L'Assemblée Générale donne décharge aux administrateurs pour leur gestion et au Commissaire pour sa mission de contrôle.

6. Nominations statutaires.

Proposition de résolution:

L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de 6 ans le mandat d'administrateur de Monsieur Daniel-Louis Deleau.

D'autre part, l'Assemblée Générale décide de porter le nombre des administrateurs de 6 à 7 et de nommer Monsieur Luc Boedt en tant qu'administrateur.

Par conséquent, l'Assemblée Générale nomme Monsieur Jean-Charles de Fauconval en tant que représentant de PF REPRESENTATION LIMITED en remplacement de Monsieur Luc Boedt, représentant sortant.

7. Divers.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'assemblée, c'est-à-dire le 22 mai 2007 au plus tard, aux guichets des établissements suivants:

au Luxembourg: chez ING LUXEMBOURG

52, route d'Esch

2965 Luxembourg

en Belgique : chez ING BELGIQUE S.A.

24, avenue Marnix

1000 Bruxelles et agences.

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046699/1214/45.

Socfinasia, Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 4, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 10.534.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 mai 2007 à 11.00 heures à l'hôtel Parc Belle-Vue, Salle Pétrusse, 5, avenue Marie Thérèse, à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration, rapport du Commissaire aux comptes et rapport du Réviseur.

2. Approbation des bilan et compte de profits et pertes, comptes sociaux, arrêtés au 31 décembre 2006.

Proposition de résolution : L'Assemblée Générale approuve le rapport et les comptes annuels, comptes sociaux, au 31 décembre 2006 tels qu'ils sont établis par le Conseil d'Administration.

3. Affectation du solde bénéficiaire.

Proposition de résolution : L'Assemblée Générale approuve l'affectation du résultat et la distribution, par action, d'un dividende de EUR 14,- en espèces, ainsi qu'une action COMPAGNIE INTERNATIONALE DE CULTURES S.A. HOLDING, société cotée en Bourse de Luxembourg, en nature.

4. Approbation des bilan et compte de profits et pertes consolidés arrêtés au 31 décembre 2006.

Proposition de résolution : L'Assemblée Générale approuve les rapports et les comptes annuels consolidés au 31 décembre 2006 tels qu'ils sont établis par le Conseil d'Administration.

5. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes.

Proposition de résolution : L'Assemblée Générale donne décharge aux administrateurs pour leur gestion et au Commissaire pour sa mission de contrôle.

6. Nominations statutaires.

Proposition de résolution : L'Assemblée Générale renouvelle pour une durée de 6 ans le mandat d'administrateur de BOLLORE PARTICIPATIONS S.A.

7. Divers.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'assemblée, c'est-à-dire le 22 mai 2007 au plus tard, aux guichets des établissements suivants:

au Luxembourg: chez ING LUXEMBOURG

52, route d'Esch

2965 Luxembourg

en Belgique : chez ING BELGIQUE S.A.

24, avenue Marnix

1000 Bruxelles et agences.

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046700/1214/41.

Lowlands Holding S.A., Société Anonyme (en liquidation).

Siège social: L-1837 Luxembourg, 18, rue Rosemarie Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 31.369.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le *1^{er} juin 2007* à 15.00 heures au siège social de la société.

Ordre du jour:

1. Rapport du Liquidateur sur le résultat de la liquidation au 31 décembre 2006;
2. Divers.

Adresse pour le dépôt d'actions:

- INTERGESTION SARL, 18, rue Rosemarie Kieffer, L-1837 Luxembourg

- S.A. CECO, Blakmeers, 35, B-1790 Affligem

Les actions sont à déposer au plus tard cinq jours avant l'assemblée générale.

M. Pene

General Manager

Le Liquidateur.

Référence de publication: 2007046800/5305/19.

PAM (L), Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 27.128.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav PAM (L) à

L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

qui se tiendra le *1^{er} juin 2007* à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

- Changement de la dénomination sociale de la Sicav en PETERCAM L FUND.

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée ne délibérera valablement que si la moitié au moins du capital est présente ou représentée. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir les deux tiers au moins des voix exprimées.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046943/755/17.

PTR, Plantations des Terres Rouges S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 17.029.125,00.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 43, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 71.965.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 30 mai 2007 à 14.30 heures au siège social, 43, boulevard du Prince Henri à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Réviseur sur les comptes sociaux au 31 décembre 2006;
2. Approbation du bilan, compte de profits et pertes et annexes aux comptes de l'exercice se terminant le 31 décembre 2006;
3. Affectation des résultats pour l'exercice clôturant au 31 décembre 2006;
4. Décharge aux Administrateurs et au Réviseur en fonction jusqu'au 31 décembre 2006;
5. Rapport de gestion et rapport du Réviseur sur les comptes consolidés au 31 décembre 2006;
6. Questions diverses.

Pour assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, les propriétaires d'actions au porteur sont priés de déposer leurs titres conformément aux dispositions statutaires cinq jours au moins avant l'Assemblée, c'est-à-dire le 23 mai 2007 au plus tard, aux guichets des établissements suivants:

- au Luxembourg:

chez ING LUXEMBOURG

52, route d'Esch - L-2965 Luxembourg

- en France:

chez le C.I.C. Paris, Cicotitres

4, rue des Chauffours - F-95014 Cergy-Pontoise

Les propriétaires d'actions nominatives qui ont l'intention d'assister à l'Assemblée Générale Ordinaire, sont priés d'en informer le Conseil d'Administration par lettre recommandée à la poste dans le même délai de cinq jours.

Pour vous permettre de vous faire représenter à cette réunion, nous vous adressons, ci-joint, un pouvoir que vous pourrez retourner au siège social de la société.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046733/34.

Sydbank Peerless, Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 115.626.

The ANNUAL GENERAL MEETING

of Shareholders of SYDBANK PEERLESS, SICAV will be held at the company's registered office on *May 30, 2007* at 10.00 a.m.

Agenda:

1. Submission of the Director's and the Auditor's Report.
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Changes in Net Assets for the year ended as at February 28, 2007.
3. Allocation of the net results.
4. Discharge to the directors.
5. Statutory appointments.
6. Miscellaneous.

Shareholders are advised that no quorum is required for the adoption of resolutions by the Meeting and that resolutions will be passed by a majority of the votes cast by those shareholders present or represented at the Meeting.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007046941/584/20.

Espirito Santo Control S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 13.634.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le 7 juin 2007 à 14.00 heures au siège social.

Ordre du jour:

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire aux comptes.
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et attribution du résultat au 31 décembre 2006.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
4. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007046804/15.

Robur International Sicav, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 31.868.

Notice is hereby given that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of ROBUR INTERNATIONAL, SICAV (the «Company») shall be held at its registered office in Luxembourg, 8-10, avenue de la Gare, on June 1, 2007 at 2.00 p.m. local time for the purpose of considering the following agenda:

Agenda:

1. To receive and adopt the report of the board of directors and the report of the auditors for the year ended December 31, 2006.
2. To receive and adopt the annual accounts for the year ended December 31, 2006.
3. To grant a discharge to the directors and to the auditors in respect of the performance of their duties during the year ended December 31, 2006.
4. To appoint the directors and the auditors for the next year.
5. Miscellaneous

The shareholders are advised that no quorum is required for the items of the agenda of the annual general meeting and that the decisions will be taken with the simple majority of the shares present or represented at the meeting. Each share is entitled to one vote. A shareholder may act at any meeting by proxy.

The shareholders on record at the date of the meeting are entitled to vote or give proxies. Proxies should arrive at the registered office of the Company at least 48 hours before the meeting.

By order of the Board of Directors.

Référence de publication: 2007046812/275/24.

Unigest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 102.926.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mardi 22 mai 2007 à 16.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Divers.

Référence de publication: 2007042911/1267/15.

Capital International Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 8.833.

The Shareholders of CAPITAL INTERNATIONAL FUND are hereby convened to the
RECONVENED EXTRAORDINARY GENERAL MEETING
of Shareholders (EGM) of CAPITAL INTERNATIONAL FUND that will be held on 29 May 2007 at 11.00 a.m. CET
at the registered office of the Company.

The required quorum of at least half of CAPITAL INTERNATIONAL FUND's shares to be present or represented at
the meeting was not reached at the EGM convened to be held on 24 April 2007 and Shareholders are therefore invited
to attend this second EGM which requires no quorum and at which resolutions will be adopted at the majority of two
thirds of the cast votes, with the following agenda:

Agenda:

1. Approval of the amendments to the Articles of Incorporation of CIF.
2. Subject to the approval of item 1), empowerment of the Board of Directors of CIF to determine the date on which
the above restatement of the Articles will be effective.

Each share is entitled to one vote. Shareholders who cannot be present in person at the meeting and wish to be
represented are entitled to appoint a proxy to vote for them. To be valid, the proxy form must be completed and received
at the registered office of CIF (marked for the attention of Ms Mara Marangelli; fax number: +352 46 26 85 825 or by
mail using the reply paid form) prior to 5.00 p.m. CET on 25 May 2007. Proxy forms can be obtained by contacting Ms
Mara Marangelli at the +352 46 26 85-1.

On behalf of the Board of Directors.

Référence de publication: 2007039471/755/24.

Espirito Santo Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.
R.C.S. Luxembourg B 22.232.

By this notice, the shareholders are convened to attend the
EXTRAORDINARY GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING
which will be held on Friday 25th May 2007 at 12.30 p.m. at the Company's registered office, 231, Val des Bons Malades,
L-2121 Luxembourg-Kirchberg

Agenda:

1. Receipt of a Report from the Board of Directors concerning a proposal to renew the authorized capital of the
Company at the current level of EUR 1,000,000,000.
2. Proposal to renew the authorized capital of the Company at the current level of EUR 1,000,000,000.- and proposal
to renew, for another period of five years, the power of the Board of Directors to issue shares in one or several
tranches within the limits of the authorized capital without reserving a preferential subscription right to the existing
shareholders, but including such issue premium as it may set forth.
3. Amendment to Article 8 of the Articles of Incorporation which would forthwith read as follows:

«Article 8 - Delegation of Powers

The Board of Directors may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company
within such daily management to one or more directors, officers, executives, employees or other agents who may
but need not be shareholders or delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or tem-
porary functions to persons or agents chosen by it.

In accordance with the powers of delegation provided in paragraph 1 of this Article 14, the Board of Directors will
appoint an Audit Committee, composed of a minimum of three of its members, designed to examine the effective-
ness of the financial reporting, internal control and risk management systems adopted by the company. The Board
of Directors shall examine the necessary criteria for and terms of appointment to the Audit Committee, as well
as the internal regulations of the Audit Committee.»

In accordance with Luxembourg law dated 4th December 1992, concerning important shareholdings in companies
listed on the Luxembourg Stock Exchange, any shareholders who are the beneficial owners of more than 10% of the
shares of the Company directly or indirectly, are requested to declare their positions.

Requirements to participate in the Extraordinary General Meeting

In order to participate in the meeting, the holders of bearer shares must deposit their bearer shares with a bank or brokerage institution acceptable to the Company's board of directors, and send the respective certificate to the Company. Holders of registered shares are not required to make such deposit.

In addition, the holders of bearer shares or registered shares who intend to participate in the meeting in person or by proxy are required to advise the Company of their intention. Proxy forms are available at the registered office of the Company.

The certificates as well as the information of attendance mentioned above and any proxy forms should reach the Company at its registered office at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, Tel.: ++352 43 89 89 1, Fax: ++352 43 54 10, no later than the close of business (5.00 p.m., Luxembourg time) on 21st May 2007.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007040794/42.

Espirito Santo Financial Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons Malades.

R.C.S. Luxembourg B 22.232.

By this notice, the shareholders are convened to attend the

ANNUAL GENERAL SHAREHOLDERS' MEETING

which will be held on Friday 25th May 2007 at twelve o'clock at the Company's registered office, 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg.

Agenda:

1. Management Report by the Board of Directors and Auditors' Report on Statutory and Consolidated Accounts for the year to 31st December 2006.
2. Approval of the audited Statutory and Consolidated Financial Statements and of the distribution of earnings for the period ended 31st December 2006.
3. Discharge of the Board of Directors and Statutory Auditors in respect of the year ended on 31st December 2006.
4. Proposal to increase the number of directors of the Company from twenty-three to twenty-four.
5. Appointment of Mr. José Carlos Cardoso Castella, with professional address at Rua de S. Bernardo, 62, Lisbon, Portugal, as a director of the Company.
6. Determination of the Director's fee (EUR 562,700.-).

In accordance with the Luxembourg law dated 4th December 1992, concerning important shareholdings in companies listed on the Luxembourg Stock Exchange, any shareholders who are the beneficial owners of more than 10% of the shares of the Company directly, or indirectly in the form of ADSs, are requested to declare their positions.

Requirements to participate in the Annual General Meeting

In order to participate in the meeting, the holders of bearer shares must deposit their bearer shares with a bank or brokerage institution acceptable to the Company's board of directors, and send the respective blocking certificate to the Company. Holders of registered shares are not required to make such deposit.

In addition, the holders of bearer shares or registered shares who intend to participate in the meeting in person or by proxy are required to advise the Company of their intention. Proxy forms are available at the registered office of the Company.

The certificates as well as the information of attendance mentioned above and any proxy forms should reach the Company at its registered office at 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg, Tel.: ++352 43 89 89 1, Fax: ++352 43 54 10, no later than the close of business (5.00 p.m., Luxembourg time) on 21st May 2007.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007040793/34.

Wandpark S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 67, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 116.350.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à:

l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui aura lieu le mardi 5 juin 2007, à 12.00 heures à Luxembourg, au siège social 67, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg.

Ordre du jour:

1. Lecture des comptes arrêtés au 31 décembre 2006

2. Lecture du rapport du conseil d'administration concernant l'exercice social clôturant au 31 décembre 2006
3. Lecture du rapport du commissaire aux comptes concernant les comptes arrêtés au 31 décembre 2006
4. Approbation des comptes
5. Affectation des résultats
6. Quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes
7. Nominations statutaires
8. Questions diverses.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007042086/2371/20.

Hydro Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8009 Strassen, 117, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 53.323.

Messieurs les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui aura lieu le mardi 22 mai 2007 à 14.00 heures au siège social de la société, avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2005 et 31 décembre 2006.
2. Approbation du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
4. Décision à prendre conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.
5. Divers.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007042912/1267/16.

EDM International, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 69, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 50.523.

Notice is hereby given to the shareholders, that the

ANNUAL GENERAL MEETING

of shareholders of EDM INTERNATIONAL will be held at the registered office of the fund on May 22, 2007 at 9.00 a.m. with the following agenda:

Agenda:

1. Submission of the Reports of the Board of Directors and of the Independent Auditor;
2. Approval of the Statement of Net Assets and of the Statement of Operations for the year ended as at December 31, 2006;
3. Allocation of the net results;
4. Discharge to the Directors;
5. Statutory Appointments;
6. Conducting persons' remuneration for the performance of their duties;
7. Miscellaneous.

The shareholders are advised that no quorum is required for the items on the agenda of the Annual General Meeting and that decisions will be taken on a simple majority of the shares present or represented at the Meeting with no restrictions.

In order to attend the Meeting of EDM INTERNATIONAL the owners of bearer shares will have to deposit their shares five clear days before the Meeting with DEXIA BANQUE INTERNATIONALE à Luxembourg, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg.

The Board of Directors.

Référence de publication: 2007043749/584/26.

Cera Invest, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 47.723.

Les Actionnaires sont invités à assister à

L'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le 23 mai 2007 à 12.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises.
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2006 et de l'affectation des résultats.
3. Décharge aux Administrateurs.
4. Nominations Statutaires.
5. Divers.

Les décisions concernant les points de l'ordre du jour ne requièrent aucun quorum. Des procurations sont disponibles au siège social de la Sicav.

Afin de participer à l'Assemblée, les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur pour le 21 mai 2007 au plus tard auprès de KREDIETBANK S.A. LUXEMBOURGEOISE, 43, boulevard Royal, L-2955 Luxembourg ou de KBC BANK S.A., 2, avenue du Port, B-1080 Bruxelles.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007042914/755/21.

Zenith Global Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 96.422.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer les Actionnaires de la Sicav ZENITH GLOBAL FUND à

L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra le mercredi 23 mai 2007 à 11.00 heures au siège social, afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Réviseur d'Entreprises
2. Approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2006
3. Affectation des résultats
4. Quitus aux Administrateurs
5. Renouvellement du mandat du Réviseur d'Entreprises
6. Nominations statutaires

Pour pouvoir assister à la présente Assemblée, les détenteurs d'actions au porteur doivent déposer leurs actions, au moins cinq jours francs avant l'Assemblée, auprès du siège ou d'une agence de la BANQUE DE LUXEMBOURG, société anonyme à Luxembourg.

Les Actionnaires sont informés que l'Assemblée n'a pas besoin de quorum pour délibérer valablement. Les résolutions, pour être valables, doivent réunir la majorité des voix des Actionnaires présents ou représentés.

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2007043733/755/22.

PVV SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1445 Luxembourg, 4, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 82.676.

Die Aktionäre der PVV SICAV werden hiermit zu einer

ORDENTLICHEN GENERALVERSAMMLUNG

der Aktionäre eingeladen, die am 23. Mai 2007 um 15.00 Uhr in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen mit folgender Tagesordnung abgehalten wird:

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates und des Wirtschaftsprüfers
2. Billigung der Bilanz zum 31. Dezember 2006 sowie der Gewinn- und Verlustrechnung für das am 31. Dezember 2006 abgelaufene Geschäftsjahr
3. Entlastung der Verwaltungsratsmitglieder
4. Wahl oder Wiederwahl der Verwaltungsratsmitglieder des Wirtschaftsprüfers bis zur nächsten Ordentlichen Generalversammlung

5. Verschiedenes

Die Punkte auf der Tagesordnung unterliegen keiner Anwesenheitsbedingung und die Beschlüsse werden durch die einfache Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Aktionäre gefasst.

Aktionäre, die ihren Aktienbestand in einem Depot bei einer Bank unterhalten, werden gebeten, ihre Depotbank mit der Übersendung einer Depotbestandsbescheinigung, die bestätigt, dass die Aktien bis nach der Generalversammlung gesperrt gehalten werden, an die Gesellschaft zu beauftragen. Die Depotbestandsbescheinigung muss der Gesellschaft fünf Arbeitstage vor der Generalversammlung vorliegen.

Entsprechende Vertretungsvollmachten können bei der Zentralverwaltungsstelle der PVV SICAV (DZ BANK INTERNATIONAL S.A.) unter der Telefonnummer 00352/44 903 - 4025 oder unter der Fax-Nummer 00352/44 903 - 4009 angefordert werden.

Luxemburg, im Mai 2007

Der Verwaltungsrat

Référence de publication: 2007043732/755/29.

Living Planet Fund, Fonds Commun de Placement.

Das Verwaltungsreglement des LIVING PLANET FUND, welcher von der LIVING PLANET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A. verwaltet wird und Teil I des Gesetzes vom 20. Dezember 2002 unterliegt, wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg hinterlegt.

Für LIVING PLANET FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

UBS FUND SERVICES (LUXEMBOURG) S.A.

O. Schütz / I. Asseray

Associate Director / Director

Référence de publication: 2007046698/1360/14.

Enregistré à Luxembourg, le 2 mai 2007, réf. LSO-CE00143. - Reçu 36 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070059414) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 mai 2007.

Sanpaolo International Fund, Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion du fonds commun de placement de droit luxembourgeois à compartiments multiples, SAN-PAOLO INTERNATIONAL FUND, signé par la société de gestion EURIZON CAPITAL S.A. avec siège social à Luxembourg, 9-11, rue Goethe, n. RC B 28.536, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.

P. Bouchoms

Co-Directeur Général

Référence de publication: 2007046734/2005/14.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2007, réf. LSO-CD06837. - Reçu 70 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056538) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Sanpaolo Manager Selection Fund, Fonds Commun de Placement.

Le Règlement de Gestion du fonds commun de placement de droit luxembourgeois à compartiments multiples, SAN-PAOLO MANAGER SELECTION FUND, signé par la société de gestion EURIZON CAPITAL S.A. avec siège social à Luxembourg, 9-11, rue Goethe, n. RC B 28.536, a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

EURIZON CAPITAL S.A.

P. Bouchoms

Co-Directeur Général

Référence de publication: 2007046735/2005/14.

Enregistré à Luxembourg, le 26 avril 2007, réf. LSO-CD06847. - Reçu 70 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070056536) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 mai 2007.

Pioneer Investments Chance, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds PIONEER INVESTMENTS CHANCE wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046739/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05927. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Pioneer Investments Wachstum, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds PIONEER INVESTMENTS WACHSTUM wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046743/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05929. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Pioneer Investments Ertrag, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds PIONEER INVESTMENTS ERTRAG wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046747/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05874. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

3 EP Car Park Investors SCA, SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 102.161.

EXTRAIT

Il résulte d'une résolution du gérant unique de la société 3 EP CAR PARK INVESTORS SCA, SICAR en date du 18 avril 2007 que le siège social de la société a été transféré du 54, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg au 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg avec effet au 26 septembre 2006.

Pour mention et publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 avril 2007.

Pour la société
Signature

Référence de publication: 2007046795/260/18.

Enregistré à Luxembourg, le 7 mai 2007, réf. LSO-CE00597. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070058832) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mai 2007.

StrategiePortfolio Balance, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds StrategiePortfolio BALANCE wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046751/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05877. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Credit Suisse Mezzanine Finance SCA SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.449.

STATUTES

In the year two thousand seven, on the twenty-fifth of April.

Before the undersigned Paul Bettingen, notary residing in Niederanven.

There appeared:

1. CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated under Luxembourg law pursuant to a deed of the undersigned notary dated April 20, 2007, not yet registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and whose articles of association have not been yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, and

2. CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A., a public limited liability company having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated under Luxembourg law and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 45630,

All represented by Alain Thilmany, Vice President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, by virtue of proxies given under private seal, which, initialled ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties have requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a limited partnership by shares (société en commandite par actions), which they declared to organize among themselves.

Preliminary title - Definitions

In these Articles of Incorporation, the following shall have the respective meaning set out below:

«Affiliates» means in respect of an entity any natural person or corporation directly or indirectly controlling, controlled by, or under control with, the said entity

«Articles of Incorporation» these articles of incorporation of the Company, as supplemented from time to time

«Auditor» The auditor of the Company acting in such capacity as qualified independent auditor (réviseur d'entreprise agréé)

«Bank Business Day» any day upon which the banks are open for business in Luxembourg and New York

«Calculation Date» 5 Bank Business Days after the receipt of the value of DLJ INVESTMENT PARTNERS III referring to the relevant Valuation Date

«Central Administration» The central administration of the Company, acting as the Company's administrative agent and registrar and transfer agent in Luxembourg

«Closing» the date determined by the General Partner on which Subscription Agreements in relation to the first issuance of the Ordinary Shares after the incorporation of the Company have been received and accepted by the General Partner, as such date is disclosed in the Prospectus

«Commitment» the commitment of an Investor to subscribe for Ordinary Shares and to pay for them within the time limits and under the terms and conditions set forth in the Prospectus and summarised in the Subscription Agreement entered into by the relevant Investor

«Company» CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR, a Luxembourg investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque) incorporated as a partnership limited by shares (société en commandite par actions)

«CSSF» the Commission de Surveillance du Secteur Financier

«Custodian» the Company's custodian and paying agent in Luxembourg

«Defaulting Investor» an Investor declared defaulting by the Company in accordance with article 7.3 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Distributable Cash» the total cash available on any distribution date at the level of the Company and received from whatever source within the Company structure for distribution to Shareholders as determined by the General Partner (excluding any cash available at the level of any companies or entities in which the Company may have an interest), which available cash may include, without limitation, disposals of Risk Capital Investments and refinancing plus income received from investments in cash or securities as well as any repayment of the paid-in share capital paid by the Shareholders to the Company in consideration of their Commitment net of, inter alia, all expenses (e.g., without limitation fees payable to the Custodian, the Central Administration, the Domiciliary Agent, the General Partner, DLJ INVESTMENT PARTNERS III, the accountants, the Auditor, the legal advisers, the printers and any other agent and service providers employed by the Company as well as fees for targeted investments that were finally not completed) and/or capital expenditures (including without limitation the costs of buying and selling assets or raising capital, including where applicable any taxes)

«DLJ INVESTMENT PARTNERS III» DLJ INVESTMENT PARTNERS III, L.P., a Delaware limited partnership pursuant to the Delaware Revised Uniform Limited Partnership Act, 6 Del. C. section 17-101 et seq., as amended from time to time in which the Company intends to invest in accordance with section 4 of the Prospectus

«Drawdown» a drawdown made by the General Partner in order to request Limited Shareholders to pay all or part of their Undrawn Commitments

«Drawdown Date» the date on which a Drawdown is payable by the Limited Shareholders and determined in accordance with the provisions set out in the Prospectus

«Drawdown Notice» a notice whereby the General Partner informs each Limited Shareholder of a Drawdown and requests the relevant Limited Shareholder to pay in to the Company a portion of its Undrawn Commitment against an issue of Ordinary Shares

«Eligible Investors» the Investors who (i) qualify as well-informed investors in accordance with the provisions of article 2 of the Law of 15 June 2004, as defined in section 3 of the Prospectus and (ii) are «qualified purchasers» as defined in Section 2(a)(51) of the US Investment Company Act of 1940 as amended, and «accredited investors» as defined in Regulation D under the US Securities Act of 1933 as amended provided that in each case the Investor is not a natural person

«EUR» Euro

«German Insurance Company» a German insurance company, German Pensionskasse or German pension fund (including a German Versorgungswerk) and any other entity investing its assets in accordance with the provisions of the German Insurance Supervisory Act

«German Insurance Supervisory Act» the German Insurance Supervisory Act (Versicherungsaufsichtsgesetz) as amended from time to time

«General Partner» CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE S.à r.l. a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée) that will exercise the management of the Company

«Initial Price» the issue price at which the Ordinary Shares are offered initially on the first Drawdown after the Closing, which will be ten thousand USD (USD 10,000.-) per Ordinary Share subject to the terms and conditions indicated in article 7 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Issue Price» the issue price at which the Ordinary Shares are offered subsequently on the second and subsequent Drawdowns after the Closing, which will be the Net Asset Value per Ordinary Share subject to the terms and conditions indicated in article 7 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Investors» Eligible Investors who have signed a Subscription Agreement (for the avoidance of doubt, the term includes, where appropriate, the Shareholders)

«Law of 10 August 1915» the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies as amended from time to time

«Law of 15 June 2004» the Luxembourg law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital as amended from time to time

«Limited Partnership Agreement» the limited partnership agreement of DLJ INVESTMENT PARTNERS III, as amended from time to time which document will be at the disposal of Investors at the registered office of the Company

«Limited Shareholders» the holders of Ordinary Shares (actions ordinaires de commanditaires) and whose liability is limited to the amount of their investments in the Company

«Management Share» the management share (action de l'associé-gérant commandité) held by the General Partner in the share capital of the Company in its capacity as Unlimited Shareholder (associé commandité)

«Manager» any member of the board of managers of the General Partner

«Net Asset Value» the net asset value of the Company as determined in accordance with article 10 of these Articles of Incorporation and the Prospectus

«Operating Expenses» the operational expenses as determined in section 18 of the Prospectus

«Ordinary Shares» the ordinary shares (actions ordinaires de commanditaire) held by the Limited Shareholders (actionnaires commanditaires) in the share capital of the Company

«Organisational Expenses» the organisational expenses as determined in section 18 of the Prospectus

«Private Placement Memorandum» DLJ INVESTMENT PARTNERS III's private placement memorandum, as supplemented from time to time which document will be sent to the Investors together with the Subscription Agreement

«Prohibited Person» any person, firm, partnership or corporate body, if in the sole opinion of the General Partner the holding of Ordinary Shares by such person, firm, partnership or corporate body (i) may be detrimental to the interests of the existing Shareholders or of the Company, (ii) may result in a breach of any law or regulation, whether Luxembourg or otherwise, or (iii) may expose the Company to tax disadvantages, fines or penalties that it would not have otherwise incurred; the term «Prohibited Person» includes any natural persons and any other investor which does not meet the definition of Eligible Investors as described above

«Prospectus» the prospectus of the Company, as supplemented from time to time

«Risk Capital Investment» any investment within the meaning of article 1 of the Law of 15 June 2004 and the CSSF Circular 06/241 on the notion of risk capital in the meaning of the Law of 15 June 2004

«Shareholders» the holders of the Shares, i.e. the Limited Shareholders and/or the Unlimited Shareholder as the case may be, the maximum aggregate number of which is limited to 30

«Shares» the shares in the capital of the Company, including the Management Share held by the General Partner and the Ordinary Shares held by the Limited Shareholders as more fully explained in article 5 of these Articles of Incorporation

«Subscription Agreement» the subscription agreement entered into between an Investor and the Company by which:

- the Investor commits himself inter alia to subscribe for Ordinary Shares of the Company for a certain maximum amount, which amount will be payable to the Company in whole or in part against the issue of Ordinary Shares when the Investor receives a Drawdown Notice, and
- the Company commits itself to issue fully paid-in Ordinary Shares to the Investor to the extent that the Investor's Commitment is drawn down and paid

«Undrawn Commitments» means the portion of an Investor's Commitment to subscribe for Ordinary Shares under the Subscription Agreement, which has not yet been drawn down and paid to the Company

«Unlimited Shareholder» CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l. which holds one (1) Management Share (action de l'associé gérant commandité) and which will be, in its capacity as unlimited shareholder (associé commandité), liable without any limits for any obligations that cannot be met out of the assets of the Company

«USD» United States Dollars

«Valuation Date» a date on which the Net Asset Value is determined in accordance with the Articles of Incorporation and the Prospectus

«VAT» Value Added Tax

Articles of incorporation

Chapter I.- Name, Registered office, Object, Duration

1. Corporate name. There is hereby established among the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder, the Limited Shareholders and all persons who may become owners of the Shares, a Luxembourg company under the form of a limited partnership by shares (société en commandite par actions), qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque).

The Company will exist under the corporate name of CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR.

2. Registered office. The registered office of the Company is established in the City of Luxembourg.

The General Partner is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its Shareholders deliberating in the manner provided for any amendment to the Articles of Incorporation.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the General Partner.

3. Object. According to article 1 of the Law of 15 June 2004, the object of the Company is to invest its assets directly or indirectly in securities and other assets representing risk capital with the purpose of affording its Shareholders the results of the management of its assets in return for the risk they bear.

In particular, the Company intends to provide its Shareholders attractive current income and potential for capital growth by investing directly or indirectly in limited partner interests of DLJ INVESTMENT PARTNERS III, a Delaware limited partnership formed to invest in mezzanine securities with attractive risk-adjusted rates of return. The investment objective and policy of the Company shall be more fully described by the General Partner pursuant to article 12 hereof and shall be disclosed in the Prospectus.

The Company may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfillment and development of its purpose to the largest extent permitted under the Law of 15 June 2004.

4. Term. The Company is incorporated for a limited period of time and will terminate on the earlier of 20 years following the date of its incorporation or three years following the dissolution and liquidation of DLJ INVESTMENT PARTNERS III.

Chapter II.- Capital, Shares

5. Share capital. The initial share capital of the Company is fifty thousand USD (USD 50,000.-) represented by:

- one (1) share held by the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder (herein referred to as «Management Share») with no par value, and
- four (4) shares held by the Limited Shareholders (herein referred to as «Ordinary Shares») with no par value.

The Management Share together with the Ordinary Shares are referred to as the «Shares» and each as a «Share» when reference to a specific category of Shares is not required.

The minimum share capital of the Company shall be, as required by the Law of 15 June 2004, the equivalent of one million Euro (EUR 1,000,000.-). This minimum must be reached within a period of twelve months following the authorisation of the Company.

The share capital of the Company shall at all times be equal to its Net Asset Value as defined in article 10 hereof.

6. Form of shares. The Company shall issue fully paid-in Shares in registered form only.

All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more entities designated thereto by the Company and under the Company's responsibility, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the number of registered Shares held by him and the amount paid up on each Share.

The inscription of the Shareholder's name in the register of Shareholders evidences his right of ownership of such registered Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

The Company shall consider the person in whose name the Shares are registered as the full owner of the Shares. Vis-à-vis the Company, the Company's Shares are indivisible, since only one owner is admitted per Share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Subject to the provisions of article 8 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by one or more directors or officers of the Company or by one or more other persons duly authorised thereto by the General Partner.

Shares are freely transferable, subject to the provisions of article 8 hereof.

Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Company, or at such other address as may be so recorded into the register of Shareholders by the Company from time to time, until another address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered into the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

Payments of distributions, if any, will be made to Shareholders in respect of registered Shares at their addresses indicated in the register of Shareholders.

The Company may decide to issue fractional Shares. Such fractional Shares shall carry no entitlement to vote but shall entitle the holder to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

7. Issue and subscription for shares.

7.1 Issue of the Ordinary Shares

The General Partner of the Company is authorised without limitation to issue new Ordinary Shares at any time without reserving for existing Limited Shareholders a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued, provided that the number of Shareholders in the Company may not exceed, at any time, thirty (30).

The number of Ordinary Shares issued to any Investor in connection with any Drawdown will be equal to the amount paid by the Investor under the related Drawdown Notice divided, as the case may be, by the applicable Initial Price (i.e. USD 10,000.-) or Issue Price (i.e. Net Asset Value) per Ordinary Shares.

The General Partner may issue Ordinary Shares only to creditworthy, reputable and good standing investors qualifying as Eligible Investors with a demonstrated ability to meet any funding obligations in time.

The General Partner may impose restrictions on the frequency with which Ordinary Shares are issued; the General Partner may, in particular, decide that Ordinary Shares shall only be issued during one or more closings, offering periods or at such other frequency as provided for in the Prospectus and that Ordinary Shares will only be issued to persons or entities having entered into a Subscription Agreement containing inter alia an irrevocable commitment and application to subscribe, during a certain period, for Ordinary Shares for a total amount as determined in the Subscription Agreement. As far as permitted under Luxembourg laws and regulations, any Subscription Agreement may contain specific provisions not contained in the other Subscription Agreements.

Furthermore, the General Partner may impose restrictions in relation to the minimum amount of Ordinary Shares to be initially subscribed and the minimum amount of any additional investments, as well as the minimum shareholding, which any Limited Shareholder is required to comply with at any time.

The General Partner will fix a Closing on which Subscription Agreements in relation to the first issuance of the Ordinary Shares after the incorporation of the Company will be received and accepted by the General Partner. After the Closing, no Subscription Agreements and corresponding new or additional Commitments will be accepted.

When the Company offers Ordinary Shares for subscription, the subscription price per Ordinary Share at which such Ordinary Shares are offered shall be as follows:

- On the first Drawdown following the Closing, Ordinary Shares will be issued at the Initial Price of ten thousand USD (USD 10,000.-) each;

- On the second and any subsequent Drawdown, Ordinary Shares will be issued at the Issue price corresponding to the Net Asset Value, which will be calculated at the Valuation Date immediately following the relevant Drawdown Date. In this case, Ordinary Shares will be issued and allocated on the Calculation Date which is subsequent to the relevant Valuation Date (consequently, the rights attached to these Ordinary Shares will not benefit the relevant Limited Shareholder prior to the Calculation Date which is also the date on which ownership of such Ordinary Shares is reflected in the Shareholders register).

No Ordinary Shares will be issued by the Company during any period in which the determination of the Net Asset Value of the Ordinary Shares is suspended by the General Partner, as noted in article 10 hereof. In the event the determination of the Net Asset Value per Ordinary Share is suspended, any pending subscriptions of Ordinary Shares will be carried out on the basis of the next following Net Asset Value per Ordinary Shares as determined at the Valuation Date following the end of the suspension period.

Drawdowns will usually be made by sending a Drawdown Notice five (5) Bank Business Days in advance of the Drawdown Date to the Investors. The General Partner may decide to shorten such period in its reasonable discretion.

The General Partner may decide to increase the issue price by any fees, commissions and costs as disclosed in the Prospectus.

7.2 Restrictions to the Subscription for Ordinary Shares

The Ordinary Shares may only be subscribed by Eligible Investors, which term includes in accordance with the Law of 15 June 2004:

- (a) institutional investors; and
- (b) professional investors, i.e. those investors who are, in accordance with Luxembourg laws and regulations, deemed to have the experience, knowledge and expertise to make their own investment decisions and properly assess the risk they incur; and
- (c) any other well-informed investor who fulfils the following conditions:
 - (i) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and invests a minimum of the equivalent in USD of one hundred twenty five thousand Euro (EUR 125,000.-) in the Company; or
 - (ii) declares in writing that he adheres to the status of well-informed investor and provides an assessment made by a credit institution, another professional of the financial sector subject to rules of conduct within the meaning of article II of Directive 93/22/CEE, or a management company within the meaning of Directive 2001/107/CE, certifying his expertise, his experience and his knowledge in adequately appraising an investment in risk capital.

In addition and as furthermore detailed in the Subscription Agreement, Eligible Investors must be (a) «qualified purchasers» as defined in Section 2(a)(51) of the US Investment Company Act of 1940 as amended, and (b) «accredited investors» as defined in Regulation D under the US Securities Act of 1933 as amended.

The General Partner may, in its absolute discretion, accept or reject subscription for Ordinary Shares. It may also restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any Prohibited Person as determined by the General Partner or require any Investor to provide it with any information that it may consider necessary for the purpose of deciding whether or not he is, or will be a Prohibited Person.

Natural persons do not qualify as Eligible Investors.

7.3 Default provisions

In case a Limited Shareholder does not pay a Drawdown on any Drawdown date specified in any Drawdown Notice requested by the General Partner (or any lender in accordance with Section 6.7.3 of the Prospectus), the General Partner may declare such Limited Shareholder a Defaulting Investor.

Unless waived by the General Partner, this results in the following penalties:

- a) a Defaulting Investor may be assessed damages equal to twenty five per cent (25%) of his Commitment;
- b) distributions to the Defaulting Investor may be set off or withheld until any amounts owed to the Company have been paid in full, and
- c) the General Partner also may impose any penalty or take any action consistent with any penalty or action that the general partner of DLJ INVESTMENT PARTNERS III may impose or take with respect to any defaulting limited partner of DLJ INVESTMENT PARTNERS III under the Limited Partnership Agreement.

In addition, the General Partner may take any of the following actions:

- a) cause the Company to redeem the Ordinary Shares of the Defaulting Investor in the Company upon payment to such Defaulting Investor of an amount equal to seventy five per cent (75%) of the net value of its shareholding in the Company (calculated on the Valuation Date immediately following the relevant Default) with the payment of the redemption proceeds to be made at such time as determined by a decision of General Partner but at the latest during the liquidation of the Company; and/or
- b) provide the non-Defaulting Investors with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to seventy five per cent (75%) of the net value of the Defaulting Investor's shareholding in the Company. The non-Defaulting Investors wishing to exercise this right must give notice of such fact to the General Partner who shall, within five (5) Bank Business Days of receipt of such notice, offer the Ordinary Shares of the Defaulting Investor to the non-Defaulting Investors on a pro rata basis. On accepting the offer, each non-Defaulting Investor shall notify the General Partner of the number of the pro rata Ordinary Shares in respect of which it accepts the offer. Each non-Defaulting Investor will also indicate if it would be willing to purchase additional Ordinary Shares and the limit of Ordinary Shares it is willing to purchase additionally if not all the non-Defaulting Investors Shareholders accept the offer of the General Partner. If not all the non-Defaulting Investors accept the offer in full, the remaining Ordinary Shares shall be sold to those non-Defaulting Investors who have indicated a willingness to purchase further Ordinary Shares. If only one non-Defaulting Investor accepts the offer, all of the Ordinary Shares of the Defaulting Investor may be sold to such non-Defaulting Investor. However, if not all of the Ordinary Shares of the Defaulting Investor are proposed to be purchased by the non-Defaulting Investors, then the General Partner may offer any third party to purchase all the Ordinary Shares of the Defaulting Investor at an amount equal to seventy five per cent (75%) of the net value of its shareholding in the Company;
- c) reduce or terminate the Defaulting Investor's Commitment; and/or
- d) exercise any other remedy available under applicable law.

In case of redemption of the Ordinary Shares of the Defaulting Investor under a) and b) above, the redemption proceeds to be paid to the Defaulting Investors will be net of any sums owed to the Company or to the non-Defaulting Investors by the Defaulting Investor.

Limited Shareholders may be delivered an additional Drawdown Notice to make up any shortfall of a Defaulting Investor (not to exceed each Limited Shareholder's Undrawn Commitment) and, following the prior approval of the General Partner, new Limited Shareholders may be admitted to the Company for the purpose of making contributions in place of the Defaulting Investor.

8. Transfer of shares.

8.1 Transfer of the Management Share

The transfer restrictions as set forth in article 8.2 hereof shall not apply to the transfers of the Management Share.

The Management Share is freely transferable only to an Affiliate of the General Partner, provided that the transferee shall adopt all rights and obligations accruing to the General Partner relating to its position as a holder of the Management Share and provided the transferee is not a natural person and the transfer does not result in exceeding the limit of 30 Shareholders in the Company.

8.2 Transfer of the Ordinary Shares

8.2.1 General transfer restrictions

Unless stipulated otherwise in these Articles of Incorporation, no Limited Shareholder will sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares to any transferee without the prior written consent of the General Partner. The consent of the General Partner may be reasonably withheld for any reason including those referred to below:

- if the General Partner considers that the transfer would or could adversely affect the Company or DLJ INVESTMENT PARTNERS III or subject the Company, the General Partner or DLJ INVESTMENT PARTNERS III (or any Affiliate thereof) to any charge or taxation to which it would not otherwise be subject;
- if the General Partner considers that the effect of such transfer of Ordinary Shares will result in a violation of Luxembourg laws and regulations including without limitation the Law of 15 June 2004;
- if the General Partner considers that the transfer would violate any other applicable laws or regulations or any term or provision of the Articles of Incorporation and Prospectus of the Company, or if the General Partner considers that the proposed transferee will be unable to meet its obligations hereunder in respect of Commitments;
- if as a result of the transfer the number of Shareholders in the Company would exceed thirty (30);
- if the transferee is not an Eligible Investor.

In addition to the above, transfers of Ordinary Shares will be permitted as long as all the following conditions are satisfied:

- the purchaser, transferee or assignee thereof (the «Transferee») must qualify as an Eligible Investor.
- the Transferee must fully and completely assume in writing any and all remaining obligations relating to its position as a holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay in the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner and to sign any document as may be required to assure that any security granted to a lender in accordance with section 6.7.3 of the Prospectus remains effective) of the vendor or transferor of Ordinary Shares (the «Transferor») under the Subscription Agreement entered into by the Transferor.
- the Transferor shall remain jointly and severally liable with the Transferee for any and all remaining obligations relating to its position as holder of Ordinary Shares (including, without limitation, the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner) of the Transferor;
- the Transferor shall irrevocably and unconditionally guarantee to the Company, and the General Partner, as applicable, the due and timely performance by the Transferee of any and all obligations relating to its position as holder of Shares (including, without limitation, the obligation to pay the Undrawn Commitments in accordance with any Drawdown made by the General Partner) of the Transferee (whether assumed from the Transferor, or incurred by the Transferee), and shall hold such parties harmless in that respect, to the extent permitted by law.

8.2.2 Transfer restrictions applicable to the transfer of Ordinary Shares held by German Insurance Companies

To the extent that, and as long as Ordinary Shares are part of a German Insurance Company's «committed assets» («Sicherungsvermögen») as defined in Sec. 66 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time) or «other committed assets» («Sonstiges gebundenes Vermögen») as defined in Sec. 54 para 1 or Sec. 115 of the German Insurance Supervisory Act, as may be amended from time to time) and such Insurance Company is either in accordance with Sec. 70 of the German Insurance Supervisory Act under the legal obligation to appoint a trustee («Treuhand») or has itself subjected to such obligation on a voluntary basis, such Ordinary Shares shall not be disposed of without the prior written consent of the relevant Shareholder's trustee, or by the relevant Shareholder's trustee's authorised deputy.

However, Ordinary Shares that are directly or indirectly held by a German Insurance Company and that are part of their committed asset or other committed asset are freely transferable and such transfer does not require the approval of the other Shareholders or the General Partner. Prior to any sale, assignment or transfer of Ordinary Shares and/or of any Undrawn Commitments, the German Insurance Company shall submit a request in writing to the Company regarding the number of Shareholders in the Company, and the Company shall be obliged to provide such information. Each German Insurance Company agrees that it will not sell, assign or transfer any of their Ordinary Shares if, according to the information received from the Company, such transfer would result in the number of Shareholders in the Company exceeding thirty (30). In any case, no German Insurance Company will sell, assign or transfer any of its Ordinary Shares if the transferee is not an Eligible Investor.

Upon the transfer of an Ordinary Share that is directly or indirectly held by a Shareholder that is a German Insurance Company, the Transferee shall accept and become solely liable for all liabilities and obligations relating to such Ordinary Share (including all remaining obligations relating of the Transferor under the Subscription Agreement entered into by the Transferor, which for the avoidance of doubt, include the obligation to pay in the Undrawn Commitments) and the Transferor shall be released from (and shall have no further liability for) such liabilities and obligations. Once the Transferor has transferred its Ordinary Shares, such Transferor shall have no further liability of any nature under this Prospectus or in respect of the Company in relation to the Undrawn Commitments or Shares it has transferred.

9. Redemption of shares. The Company is closed-ended. Consequently, it does not repurchase its Ordinary Shares upon the request of the Limited Shareholders.

However, Ordinary Shares may be redeemed whenever the General Partner considers this to be in the best interest of the Company, subject to the terms and conditions the General Partner shall determine and within the limits set forth by law, this Prospectus and the Articles of Incorporation. In particular, Ordinary Shares may be redeemed at the option

of the General Partner, on a pro rata basis among existing Limited Shareholders, in order to distribute to the Limited Shareholders upon the disposal of an investment asset by the Company any net proceeds of such investment, notwithstanding any other distribution pursuant to section 27 hereof. The redemption price per Ordinary Share shall be the Net Asset Value per Ordinary Share as at the Valuation Date specified by the General Partner in its discretion, less an amount, if any, equal to any duties and charges which may be incurred in relation to the disposal of the Company's investments as at the date of redemption in order to make such a redemption. The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner, which shall not exceed 30 Bank Business Days from the date fixed for redemption.

Moreover, where it appears to the Company that any Prohibited Person precluded from holding Ordinary Shares in the Company holds in fact Ordinary Shares, the Company may compulsorily redeem the Ordinary Shares held by any such Prohibited Person upon payment to such Prohibited Person of an amount equal to seventy five per cent (75%) of the Net Asset Value of its shareholding in the Company. The payment of the redemption proceeds to such Prohibited Person shall be made at such time as determined by a decision of General Partner but at the latest during the liquidation of the Company. In the event that the Company compulsorily redeems Ordinary Shares held by a Prohibited Person, the General Partner may, but is not required to, provide the Limited Shareholders (other than the Prohibited Person) with a right to purchase on a pro rata basis the Ordinary Shares of the Prohibited Person at price equal to seventy five per cent (75%) of the Net Asset Value of the Prohibited Person's shareholding in the Company.

Any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the redemption proceeds (including those taxes, commissions and fees incurred in any country in which Shares are sold) will be charged by way of a reduction to any redemption proceeds. Shares repurchased by the Company may not be reissued and shall be cancelled in conformity with applicable law.

10. Calculation of net asset value per share.

10.1 Calculation

The Net Asset Value of the Company will be determined in USD by the Central Administration under the responsibility of the General Partner on a quarterly basis, as at the last Bank Business Day of March, June, September and December of each calendar year and at any other Bank Business Day as the General Partner may decide.

The value of the net assets of the Company is equal to the difference between the value of its gross assets and its liabilities on a consolidated basis. The value of the Company's assets will be determined as follows:

1) the value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid, and not yet received shall be deemed to be the full amount thereof, unless it is unlikely to be received, in which case the value thereof shall be arrived at after making such discount as the General Partner may consider appropriate in such case to reflect the true value thereof;

2) securities which are listed on a stock exchange or dealt in on another regulated market will be valued on the basis of the last available publicised stock exchange or market value;

3) all other securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the General Partner.

The value of all assets and liabilities not expressed in USD will be converted into USD at the prevailing mid-market exchange rate on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the General Partner.

Risk Capital Investments not admitted to any official stock exchange listing or dealt in on another regulated market and Risk Capital Investments admitted to official stock exchange listings or dealt in on another regulated market for which the last available price is not representative of the fair market value shall be valued on the basis of their reasonably foreseeable sale price determined with prudence and in good faith by the General Partner, using the valuation guidelines published by the European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA) as a basis.

More precisely, DLJ INVESTMENT PARTNERS III, is valued at its latest net asset value as reported to the Company by DLJ INVESTMENT PARTNERS III. DLJ INVESTMENT PARTNERS III determines such net asset value on a quarterly basis applying United States Generally Accepted Accounting Principles, which in part provide for the valuation of investments at fair value.

DLJ INVESTMENT PARTNERS III values its investments in securities initially at cost as an approximation of fair value, with subsequent adjustments to fair value as determined by its general partner. Net asset value is expected to include investments, in the absence of readily ascertainable market values that have been estimated by the general partner of DLJ INVESTMENT PARTNERS III. However, because of the inherent uncertainty of valuations, those estimated values may differ significantly from the values that would have been used had a ready market for the investments existed, and the differences could be material.

The General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company. Such method will then be applied in a consistent way. The Central Administration may rely on such deviations as approved by the Company for the purpose of the Net Asset Value calculation.

The Auditor will audit the calculation of the Net Asset Value no less frequently than annually.

10.2 Temporary suspension of the calculation

The General Partner may suspend the determination of the Net Asset Value of the Shares during:

- a) any period when any one of the principal markets or other stock exchanges on which a portion of the assets of the Company are quoted is closed (otherwise than for ordinary holidays) or during which dealings therein are restricted or suspended; or
- b) any period when, as a result of political, economic, military or monetary events or any circumstances outside the control, responsibility and power of the General Partner, disposal of the assets owned by the Company is not reasonably practicable without being seriously detrimental to the interests of Shareholders or if in the opinion of the General Partner issue, sale and/or redemption prices cannot fairly be calculated; or
- c) any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price of any of the Company's assets or if for any reason the value of any asset of the Company which is material in relation to the determination of the Net Asset Value (as to which materiality the General Partner shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required; or
- d) any period when the value of any wholly-owned (direct or indirect) subsidiary of the Company may not be determined accurately; or
- e) any period when any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments cannot in the opinion of the General Partner be effected at normal rates of exchange; or
- f) upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving to wind up the Company; or
- g) when for any other reason, the prices of any investments of the Company including the investment in DLJ INVESTMENT PARTNERS III cannot be promptly or accurately ascertained.

Notice of such suspension shall be published, if deemed appropriate by the General Partner.

Chapter III.- Management

11. Determination of the general partner. The Company shall be managed by CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l, a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company.

The Limited Shareholders shall neither participate in nor interfere with the management of the Company.

The General Partner may be removed by means of a resolution of the general meeting of Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in article 31 of the Articles of Incorporation.

In the event of the removal of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation as described in article 31 of the Articles of Incorporation, subject to prior CSSF's approval.

12. Powers of the general partner. The General Partner will have the broadest powers to administer and manage the Company, to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles of Incorporation to the general meeting of Shareholders fall within the competence of the General Partner.

The General Partner will have the power, in particular, to decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, in compliance with these Articles of Incorporation and the applicable laws and regulations. The General Partner will have the power to enter into administration, investment and adviser agreements and any other contract and undertakings that it may deem necessary, useful or advisable for carrying out the object of the Company.

13. Representation of the company. The Company will be bound towards third parties by the sole signature of the General Partner represented by the joint signature of any two of its legal representatives or by the joint signature of any two other persons to whom such power has been delegated by the General Partner.

No Limited Shareholder shall represent the Company.

14. Liability of the general partner and limited shareholders. The General Partner shall be liable with the Company for all debts and losses, which cannot be recovered out of the Company's assets.

The Limited Shareholders shall refrain from acting on behalf of the Company in any manner or capacity whatsoever except when exercising their rights as Shareholders in general meetings of the Shareholders and shall be liable to the extent of their contributions to the Company.

15. Delegation of powers; Agents of the general partner. The General Partner may, at any time, appoint officers or agents of the Company as required for the affairs and management of the Company, provided that the Limited Shareholders cannot act on behalf of the Company without losing the benefit of their limited liability. The appointed officers or agents shall be entrusted with the powers and duties conferred to them by the General Partner.

The General Partner will determine any such investment adviser's, officer's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

16. Conflict of interest. The Company will enter into all transactions on an arm's length basis.

In the event that the Company is presented with an investment proposal involving assets owned (in whole or in part) by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof, or with an investment proposal advised by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof, or involving any company whose shares are held by, or which has borrowed funds from a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof, including any company managed, advised, or promoted by a Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliates thereof, the Shareholder, shareholder of the General Partner, Manager or any Affiliates thereof as applicable, will fully disclose this conflict of interests to the General Partner who will make a decision on such investment.

According to the general principles of law, such decision will be made by the General Partner of the Company and its Managers with loyalty, honesty and good faith provided that the General Partner and its Managers will always act and enter into transactions bona fide on an arm's length basis in what they consider to be the best interest of the Company (and not the interest of a given Shareholder, a shareholder of the General Partner, a Manager or any Affiliate thereof).

For the avoidance of doubt, no contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the General Partner or the Managers is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any of the General Partner or the Managers who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Investors should also consider the discussion of conflicts of interest under «X. Conflicts of Interest» in the Private Placement Memorandum.

Chapter IV.- General meeting of shareholders

17. Powers of the general meeting of shareholders. Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. The general meeting of the Shareholders shall deliberate only on the matters which are not reserved to the General Partner by the Articles of Incorporation or by the law.

18. Annual general meeting. The annual general meeting of the Shareholders will be held at the registered office of the Company or at any other location in the City of Luxembourg, at a place specified in the notice convening the meeting, on the third (3rd) Thursday of June at 11.00 a.m. If such day is not a Bank Business Day, the meeting will be held on the next following Bank Business Day.

19. Other general meeting. The General Partner may convene other general meetings of the Shareholders. The General Partner shall be obliged to convene a general meeting so that it is held within a period of one month if Shareholders representing one-tenth of the capital require in writing with an indication of the agenda.

Such other general meetings will be held at such places and times as may be specified in the respective notices convening the meeting.

20. Convening notice. A general meeting of Shareholders is convened by the General Partner in compliance with the law.

As all Shares are in registered form, notices to Shareholders may be mailed by registered mail only sent at their registered address at least eight (8) calendar days prior to the date of the meeting. Such notice will indicate the time and place of such meeting and the conditions of admission thereto, will contain the agenda and will refer to the requirements of Luxembourg law with regard to the necessary quorum and majorities at such meeting.

If all the Shareholders are present or represented at a general meeting of the Shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the Shareholders can waive all convening requirements and formalities.

21. Presence, Representation. All Shareholders are entitled to attend and speak at all general meetings of the Shareholders.

A Shareholder may act at any general meeting of the Shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram, telex, email as his proxy another person who need not be a Shareholder himself.

Are deemed to be present, for the quorum and the majority requirements, the Shareholders participating in the general meeting of Shareholders by videoconference, conference call or by other means of telecommunication allowing for their identification. These means must comply with technical features guaranteeing an effective participation to the meeting whereof the deliberations are retransmitted in a continuing way.

22. Proceedings. General meetings of the Shareholders shall be chaired by the General Partner or by a person designated by the General Partner.

The chairman of any general meeting of the Shareholders shall appoint a secretary.

Each general meeting of the Shareholders shall elect one scrutineer to be chosen from the Shareholders present or represented.

The above-described persons in this article 22 together form the office of the general meeting of the Shareholders.

23. Vote. Each Share entitles the holder thereof to one vote.

Unless otherwise provided by law or by the Articles of Incorporation, all resolutions of the general meeting of the Shareholders shall be taken by simple majority of votes of the Shareholders present or represented, regardless of the proportion of the capital represented. In accordance with these Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 10 August 1915, any decision of the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

24. Minutes. The minutes of each general meeting of the Shareholders shall be signed by the chairman of the meeting, the secretary and the scrutineer.

Copies or extracts of these minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the General Partner.

Chapter V.- Business year, Distribution of profits

25. Financial year. The Company's financial year begins on the first day of January and closes on the last day of December of each year.

26. Auditors. The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by one or several authorised independent auditors appointed by the general meeting of Shareholders which shall be remunerated by the Company.

The authorised independent auditors shall fulfil all duties prescribed by the Law of 15 June 2004.

27. Distribution.

27.1 General provisions

The general meeting of Shareholders shall, upon proposal of the General Partner, determine how Distributable Cash shall be treated and may declare distributions and/or dividends in connection with the approval of the annual accounts.

In addition, the General Partner may decide to pay interim dividends in compliance with the Law of 15 June 2004.

Distributions will be made to each Limited Shareholder pro rata based on the number of Ordinary Shares held by such Limited Shareholder.

No distribution will be made if as a result, the share capital of the Company falls below the legal minimum capital, which is the equivalent in USD of one million EUR (EUR 1,000,000.-).

Distributable Cash will be distributed to the Limited Shareholders and will not be reinvested in other Risk Capital Investments.

27.2 Offset

The General Partner shall be entitled to offset any Distributable Cash payable to a Limited Shareholder against any payment obligation of such Limited Shareholder towards the Company under its Subscription Agreement, which, for the avoidance of doubt shall include any and all payment obligations of such Limited Shareholder towards the Company in the event such Limited Shareholder is defaulting as indicated in article 7.3 hereof.

In any event, distributions and payments will be made after payment of or making appropriate provision (if any) for any expenses and fees due or to be due from the Company.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Company, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Company and capital gains taxes and withholding taxes on the Company's investments.

All distributions shall be made in USD.

Chapter VI.- Dissolution, Liquidation

28. Causes of dissolution.

28.1 Term of the Company

Subject to article 4 hereof, the Company will in principle be dissolved ipso jure on the expiration of its term.

28.2 Legal incapacity or inability to act of the General Partner

The Company shall not be dissolved in the event of the General Partner's legal incapacity, dissolution, resignation, retirement, insolvency or bankruptcy or for any other reason provided under applicable law where it is impossible for the General Partner to act, it being understood for the avoidance of doubt that the transfer of its Management Share by the General Partner in accordance with article 31 of these Articles of Incorporation will not lead to the dissolution of the Company.

In the event of legal incapacity or inability to act of the General Partner as mentioned under the preceding paragraph, the general meeting of Shareholders will appoint a new general partner by means of a resolution adopted in the manner

required to amend the Articles of Incorporation as described in article 31 of the Articles of Incorporation, subject to prior CSSF approval.

28.3 Voluntary dissolution

At the proposal of the General Partner and unless otherwise provided by law and the Articles of Incorporation, the Company may be dissolved prior to the end of its term by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required to amend the Articles of Incorporation, as provided for in article 31 of these Articles of Incorporation.

29. Liquidation. In the event of the dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be natural persons or legal entities) appointed by the Shareholders who will determine their powers and their compensation. Such liquidators must be approved by the CSSF and must provide all guarantees of honorability and professional skills.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed to the Shareholders pro rata to the number of the Shares held by them.

Chapter VII.- Final provisions

30. The custodian. To the extent required by the Law of 15 June 2004, the Company shall enter into a custody agreement with a banking or saving institution as defined by the Luxembourg law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended from time to time.

The Custodian shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the Law of 15 June 2004.

If the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian and will appoint it in replacement of the retiring Custodian. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed to act in the place thereof. In both the case of voluntary withdrawal of the Custodian or of its removal by the General Partner, the Custodian, until it is replaced, which must happen within two months, shall take all necessary steps for the good preservation of the interests of the investors.

31. Amendments of these articles of incorporation. Unless otherwise provided by the present Articles of Incorporation and as far as permitted by the Law of 10 August 1915, at any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to amend the Articles of Incorporation of the Company, or any general meeting of the Shareholders convened in accordance with the law to resolve issues for which the law or these Articles of Incorporation refers to the conditions set forth for the amendment of the Articles of Incorporation, the quorum shall be at least one half of the Shares being present or represented. If such quorum requirement is not met, a second general meeting of Shareholders will be called which may validly deliberate, irrespective of the portion of the Shares represented.

In both meetings, resolutions must be passed by at least two thirds of the votes of the Shareholders present or represented. In accordance with these Articles of Incorporation and the Law of 10 August 1915, any amendment to the Articles of Incorporation by the general meeting of Shareholders will require the prior approval of the General Partner in order to be validly taken.

32. Indemnification. Neither the General Partner, nor any of its Affiliates, shareholders, officers, directors, members, employees, partners, agents and representatives nor any of their respective Affiliates (collectively, the «Indemnified Parties») shall have any liability, responsibility or accountability in damages or otherwise to any Shareholder, and the Company agrees to indemnify, pay, protect and hold harmless each Indemnified Party from and against, any and all liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgements, suits, proceedings, costs, expenses and disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Indemnified Parties or the Company) and all costs of investigation in connection therewith which may be imposed on, incurred by, or asserted against the Indemnified Parties or the Company or in any way relating to or arising out of, or alleged to relate to or arise out of, any action or inaction on the part of the Company, on the part of the Indemnified Parties when acting on behalf of the Company or on the part of any agents when acting on behalf of the Company; provided that the General Partner in its capacity as Unlimited Shareholder of the Company shall be liable, responsible and accountable for and shall indemnify, pay, protect and hold harmless the Company from and against, and the Company shall not be liable to the General Partner for, any portion of such liabilities, obligations, losses, damages, penalties, actions, judgements, suits, proceedings, costs, expenses or disbursements of any kind or nature whatsoever (including, without limitation, all reasonable costs and expenses of attorneys, defence, appeal and settlement of any and all suits, actions or proceedings instituted or threatened against the Company and all costs of investigation in connection, therewith asserted against the Company) which result from the General Partner's fraud, gross negligence or wilful misconduct.

In any action, suit or proceeding against the Company, or any Indemnified Party relating to or arising, or alleged to relate to or arise, out of any such action or non-action, the Indemnified Parties shall have the right to jointly employ, at the expense of the Company, counsel of the Indemnified Parties' choice, which counsel shall be reasonably satisfactory to the Company, in such action, suit or proceeding. If joint counsel is so retained, an Indemnified Party may nonetheless employ separate counsel, but at such Indemnified Party's own expense.

If an Indemnified Party is determined to have committed fraud, gross negligence or wilful misconduct, it will then have to reimburse all the expenses paid by the Company on its behalf under the preceding paragraph.

33. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Law of 10 August 1915 and the Law of 15 June 2004.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on the 31 December 2007.

The first annual general meeting of shareholders shall be held in 2008.

Subscription

The share capital has been subscribed as follows:

Management Share

Subscriber

Subscribed
capital
(USD)
Number
of shares

CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l. 10,000.- 1

Ordinary Shares

Subscriber

Subscribed
capital
(USD)
Number
of shares

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A.
..... 40,000.- 4

The Management Share and the Ordinary Shares have been fully paid in cash, so that the sum of fifty thousand USD (USD 50,000.-) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proven to the notary.

First extraordinary general meeting of shareholders

The above Shareholders of the Company representing the totality of Shares and considering themselves as duly convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders and have unanimously passed the following resolutions:

- 1) The Company's registered office address is fixed at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.
- 2) The following is appointed independent auditor: KPMG AUDIT S. à r.l., having its registered office at 31, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
- 3) The term of office of the independent auditor shall end at the first annual general meeting of Shareholders to be held in 2008.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in Article 26 of the Law of 10 August 1915 and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

For the tax registration purposes, the share capital is estimated at EUR 36,823.50 (exchange rate (median price) on 24th April 2007: USD 1.- = EUR 0.73647).

The expenses, remunerations or charges, in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its formation, are estimated at about six thousand five hundred Euro (€ 6,500.-).

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the German text, the English version will prevail.

Folgt die Übersetzung ins deutsche des vorangehenden Textes:

Im Jahre Zweitausendsieben, den fünfundzwanzigsten April.

Vor dem unterzeichneten Paul Bettingen, Notar mit Amtssitz in Niederanven, Großherzogtum Luxemburg:

Erschienen:

1. CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l., eine nach luxemburgischen Recht mit Urkunde des unterzeichnenden Notars vom 20. April 2007 gegründete Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité

limitée) mit Sitz 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, die noch nicht im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister eingetragen und deren Satzung noch nicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations veröffentlicht worden ist, und

2. CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A., eine nach luxemburgischem Recht gegründete und im luxemburgischen Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 45630 eingetragene Aktiengesellschaft mit Sitz 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg,

alle vertreten durch Herrn Alain Thilmany, Vice President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., mit Berufsanschrift in L-2180 Luxemburg, 5, rue Jean Monnet, aufgrund privatschriftlicher, von den Erschienenen und dem unterzeichneten Notar ne varietur gezeichneten Vollmachten, die dieser Urkunde beigelegt bleiben und zusammen mit ihr bei der Registrierungsbehörde eingereicht werden.

Die Erschienenen haben den Notar ersucht, die folgende Satzung einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (société en commandite par actions) zu erstellen, die sie nach ihrer Aussage gründen möchten.

Vorläufige Überschrift - Definitionen

In dieser Satzung haben die nachstehenden Begriffe die ihnen nachstehend jeweils zugewiesene Bedeutung:

«Verbundenes Unternehmen»: Bezüglich eines Unternehmens jede natürliche oder juristische Person, die das betreffende Unternehmen unmittelbar oder mittelbar kontrolliert, von diesem kontrolliert wird oder gemeinsam mit diesem von einem Dritten kontrolliert wird.

«Satzung»: Die Satzung der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

«Wirtschaftsprüfer»: Der in der Eigenschaft als Wirtschaftsprüfer (qualified independent auditor; réviseur d'entreprise agréé) agierende Prüfer der Gesellschaft.

«Bankgeschäftstag»: Jeder Tag, an dem die Banken in Luxemburg und New York für Geschäfte geöffnet sind.

«Berechnungstag»: Fünf Bankgeschäftstage nach Erhalt der Mitteilung des Werts von DLJ INVESTMENT PARTNERS III am maßgeblichen Bewertungstag.

«Zentrale Verwaltungsstelle»: Die zentrale Verwaltung der Gesellschaft, die als Verwaltungsstelle und Register- und Transferstelle der Gesellschaft in Luxemburg tätig wird.

«Closing»: Der von dem Komplementär festgesetzte Termin, zu dem Zeichnungsvereinbarungen für die Erstemission von Stammaktien nach Gründung der Gesellschaft eingegangen sind und von dem Komplementär angenommen wurden, wie im Prospekt veröffentlicht.

«Kapitalzusage»: Die Verpflichtung eines Anlegers, Stammaktien innerhalb des im Prospekt vorgesehenen Zeitrahmens und gemäß dessen Bedingungen, wie in der von dem jeweiligen Anleger abgeschlossenen Zeichnungsvereinbarung zusammengefasst, zu zeichnen und diese zu bezahlen.

«Gesellschaft»: CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR, eine luxemburgische Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital (investment company in risk capital; société d'investissement en capital à risque) in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (partnership limited by shares; société en commandite par actions)

«CSSF»: die Luxemburger Finanzaufsichtsbehörde CSSF (Commission de Surveillance du Secteur Financier)

«Depotbank»: Die Depotbank und Zahlstelle der Gesellschaft in Luxemburg.

«In Verzug befindlicher Anleger»: Ein Anleger, der von der Gesellschaft entsprechend Artikel 0 dieser Satzung und dem Prospekt in Verzug gesetzt wurde.

«Ausschüttungsfähige Mittel»: Die Summe der Mittel, die zu einem beliebigen Ausschüttungstermin auf Ebene der Gesellschaft zur Ausschüttung an die Anteilhaber zur Verfügung stehen und die aus einer beliebigen Quelle innerhalb der Gesellschaft stammen und nach Maßgabe des Komplementärs zur Ausschüttung an Anteilhaber bestimmt sind (dies schließt etwaige auf Ebene von Gesellschaften oder Unternehmen, an denen die Gesellschaft Beteiligungen hält, verfügbare Mittel aus); derartige Mittel können insbesondere aus Veräußerung von Risikokapitalanlagen und Refinanzierungen stammen, aus Einkünften aus Geldanlagen oder Investitionen in Wertpapiere, sowie aus Rückzahlungen des von den Anteilhabern an die Gesellschaft gezahlten Grundkapitals unter Berücksichtigung ihrer Kapitalzusage, abzüglich, unter anderem, sämtlicher Kosten (beispielsweise Gebühren, die an Depotbank, zentrale Verwaltungsstelle, Domizilstelle, Komplementär, DLJ INVESTMENT PARTNERS III, Buchhalter, Wirtschaftsprüfer, Rechtsberater, Drucker und andere von der Gesellschaft eingesetzte Beauftragte und Dienstleister zu entrichten sind, sowie Gebühren für geplante Anlagen, die letztendlich nicht durchgeführt worden sind), und/oder Investitionsausgaben (insbesondere die Kosten des An- und Verkaufs von Vermögenswerten oder der Kapitalbeschaffung, einschließlich gegebenenfalls anfallender Steuern).

«DLJ INVESTMENT PARTNERS III»: DLJ INVESTMENT PARTNERS III, L.P., eine Kommanditgesellschaft (limited partnership) nach dem Recht von Delaware im Sinne des Delaware Revised Uniform Limited Partnership Act, 6 Del. C. Ziffern 17-101 ff, in der jeweils geltenden Fassung, in die die Gesellschaft gemäß Ziffer 4 des Prospekts zu investieren beabsichtigt.

«Inanspruchnahme der Kapitalzusage»: Eine Inanspruchnahme der Kapitalzusage seitens des Komplementärs, durch die die Kommanditaktionäre aufgefordert werden, ihre noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen ganz oder teilweise zu erfüllen.

«Tag der Inanspruchnahme»: Der Termin, zu dem die Inanspruchnahme der Kapitalzusage von den Kommanditaktionären erfolgt, ermittelt gemäß den Bestimmungen des Prospekts.

«Mitteilung über die Inanspruchnahme»: Eine Mitteilung, in der der Komplementär jeden Kommanditaktionär von einer Inanspruchnahme der Kapitalzusage unterrichtet, und den jeweiligen Kommanditaktionär zur Erbringung eines Teils seiner noch nicht geleisteten Einlage an die Gesellschaft gegen Ausgabe von Stammaktien auffordert.

«Qualifizierte Anleger»: Die Anleger, die (i) als «sachkundige Anleger» (well-informed investors) im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 15. Juni 2004, wie in Ziffer 3 des Prospekts definiert, und (ii) als «qualified purchasers» im Sinne von 2(a)(51) des US Investment Company Act von 1940 in der jeweils geltenden Fassung und «accredited investors» im Sinne von Regulation D des US Securities Act von 1933 in der jeweils geltenden Fassung einzuordnen sind, wobei der Anleger in keinem Fall eine natürliche Person sein darf.

«EUR»: Euro

«Deutsche Versicherungsgesellschaft»: Eine deutsche Versicherungsgesellschaft, Pensionskasse oder ein Pensionsfonds (einschließlich eines deutschen Versorgungswerks) und jede andere juristische Person, die ihre Vermögenswerte gemäß den Bestimmungen des Deutschen Versicherungsaufsichtsgesetz anlegt.

«VAG»: Das deutsche Versicherungsaufsichtsgesetz («VAG») in seiner jeweils geltenden Fassung.

«Komplementär»: CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE S.à r.l., eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (private limited liability company; société à responsabilité limitée), die die Geschäftsführung der Gesellschaft übernimmt.

«Erstausgabepreis»: Der Ausgabepreis, zu dem die Stammaktien bei der ersten Inanspruchnahme der Kapitalzusage nach dem Closing erstmalig angeboten werden; und der sich gemäß den Bestimmungen in Artikel 0 dieser Satzung und im Prospekt auf zehntausend US-Dollar (USD 10.000,-) beläuft.

«Ausgabepreis»: Der Ausgabepreis, zu dem die Stammaktien später bei der zweiten und einer weiteren Inanspruchnahme der Kapitalzusage nach dem Closing angeboten werden, und der gemäß den Bestimmungen in Artikel 0 der Satzung und im Prospekt dem Nettoinventarwert pro Stammaktie entspricht.

«Anleger»: Qualifizierte Anleger, die eine Zeichnungsvereinbarung unterschrieben haben. (Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass unter diesen Begriff gegebenenfalls auch die Anteilinhaber fallen).

«Gesetz vom 10. August 1915»: Das luxemburgische Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils geltenden Fassung.

«Gesetz vom 15. Juni 2004»: Das luxemburgische Gesetz über die Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital vom 15. Juni 2004, in der jeweils geltenden Fassung.

«Limited Partnership Agreement»: Der Gesellschaftsvertrag von DLJ INVESTMENT PARTNERS III in der jeweils geltenden Fassung; für die Anleger am Sitz der Gesellschaft erhältlich.

«Kommanditaktionäre»: Die Inhaber von Stammaktien (Ordinary Shares; actions ordinaires de commanditaires), deren Haftung auf die von ihnen geleistete Einlage in die Gesellschaft beschränkt ist.

«Komplementäranteil»: Der vom Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter (Unlimited Shareholder; associé commandité) am Grundkapital der Gesellschaft gehaltene Anteil (management share; action de l'associé-gérant commandité).

«Mitglied der Geschäftsführung»: Ein Mitglied der Geschäftsführung des Komplementärs.

«Nettoinventarwert»: Der Nettovermögenswert der Gesellschaft gemäß Artikel 10 der Satzung und dem Prospekt.

«Betriebskosten»: Die Betriebskosten gemäß Ziffer 18 des Prospekts.

«Stammaktien»: Die Stammaktien (ordinary shares; actions ordinaires de commanditaire), die von den Kommanditaktionären (Limited Shareholders; actionnaires commanditaires) am Grundkapital der Gesellschaft gehalten werden.

«Gründungskosten»: Die Gründungskosten gemäß Ziffer 18 des Prospekts.

«Private Placement Memorandum»: Der Verkaufsprospekt für eine Privatplatzierung von DLJ INVESTMENT PARTNERS III in der jeweils geltenden Fassung; wird zusammen mit der Zeichnungsvereinbarung an die Anleger verschickt.

«Nicht erwerbsberechtigter Person»: Jede natürliche oder juristische Person, Personen- oder Kapitalgesellschaft, sofern nach allein maßgeblicher Einschätzung des Komplementärs das Halten von Stammaktien durch eine solche natürliche oder juristische Person, Personen- oder Kapitalgesellschaft (i) möglicherweise für die Interessen der vorhandenen Anteilinhaber oder der Gesellschaft von Nachteil sein kann, (ii) möglicherweise eine Verletzung von Bestimmungen luxemburgischen oder anderen Rechts zur Folge haben kann, oder (iii) der Gesellschaft möglicherweise steuerliche Nachteile, Geldbußen oder -strafen entstehen, die ansonsten nicht entstanden wären; der Begriff «nicht erwerbsberechtigter Person» erfasst natürliche Personen und sämtliche Anleger, die nicht unter den vorstehend definierten Begriff des qualifizierten Anlegers fallen.

«Prospekt»: Der Prospekt der Gesellschaft in der jeweils geltenden Fassung.

«Risikokapitalanlage»: Jede Anlage im Sinne von Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 und des Rundschreibens Nr. 06/241 der CSSF zum Begriff Risikokapital im Sinne des Gesetzes vom 15. Juni 2004

«Anteilinhaber»: Die Inhaber der Anteile, d.h., je nach Zusammenhang die Kommanditaktionäre und/oder der persönlich haftende Gesellschafter, deren Gesamtzahl 30 nicht überschreiten darf.

«Anteile»: Die Anteile am Kapital der Gesellschaft, das heißt, der vom Komplementär gehaltene Komplementäranteil und die von den Kommanditaktionären gehaltenen Stammaktien, wie in Artikel 0 der Satzung näher ausgeführt.

«Zeichnungsvereinbarung»: Die zwischen einem Anleger und der Gesellschaft abgeschlossene Zeichnungsvereinbarung,

- in der der Anleger sich unter anderem verpflichtet, Stammaktien der Gesellschaft in einem bestimmten Höchstbetrag zu zeichnen, der nach Zugang einer Mitteilung über die Inanspruchnahme beim Anleger ganz oder teilweise gegen Ausgabe von Stammaktien an die Gesellschaft zu entrichten ist; und

- in der die Gesellschaft sich verpflichtet, voll eingezahlte Stammaktien an die Anleger auszugeben, soweit die Kapitalzusage des Anlegers in Anspruch genommen und gezahlt wurde.

«Noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen»: Der Teil einer von einem Anleger aufgrund einer Zeichnungsvereinbarung getroffenen Kapitalzusage, die noch nicht in Anspruch genommen und an die Gesellschaft gezahlt wurde.

«Persönlich haftender Gesellschafter»: CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l., die einen (1) Komplementäranteil hält und in ihrer Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter unbeschränkt für Verbindlichkeiten haftet, die nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft erfüllt werden können.

«USD»: US-Dollar.

«Bewertungstag»: Ein Termin, zu dem der Nettoinventarwert gemäß der Satzung und dem Prospekt ermittelt wird.

«USt»: Umsatzsteuer.

Satzung

Kapitel I.- Firma, Sitz, Gegenstand, Dauer

1. Firma. Hiermit wird zwischen dem Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter, den Kommanditaktionären und allen Personen, die zu einem späteren Zeitpunkt möglicherweise Inhaber der Anteile werden, eine luxemburgische Gesellschaft in der Form einer Kommanditgesellschaft auf Aktien (limited partnership by shares; société en commandite par actions) gegründet, die als Investmentgesellschaft zur Anlage in Risikokapital einzuordnen ist (investment company in risk capital; société d'investissement en capital à risque).

Die Gesellschaft hat die Firma CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR.

2. Sitz. Sitz der Gesellschaft ist die Stadt Luxemburg.

Der Komplementär ist berechtigt, den Sitz der Gesellschaft innerhalb der Stadt Luxemburg zu verlegen.

Der Sitz kann durch einen Beschluss der außerordentlichen Hauptversammlung der Anteilinhaber an einen beliebigen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden, der in der Weise gefasst wurde, wie für jegliche Änderung der Satzung vorgesehen.

Sollten militärische, politische, wirtschaftliche oder soziale Umstände eintreten oder vermutlich unmittelbar bevorstehen, die den normalen Geschäftsgang am Sitz der Gesellschaft behindern würden, kann der Sitz der Gesellschaft solange vorübergehend ins Ausland verlegt werden, bis die Situation sich normalisiert hat; solche vorübergehenden Maßnahmen haben keine Auswirkungen auf die Staatszugehörigkeit der Gesellschaft, die unbeschadet der vorübergehenden Sitzverlegung eine luxemburgische Gesellschaft bleibt. Die Entscheidung über die Verlegung des Sitzes ins Ausland trifft der Komplementär.

3. Gegenstand. Gemäß Artikel 1 des Gesetzes vom 15. Juni 2004 ist Gegenstand der Gesellschaft die unmittelbare oder mittelbare Investition in Wertpapiere und andere Risikokapital darstellende Vermögenswerte, mit dem Zweck, ihren Anteilinhabern zum Ausgleich für das von diesen eingegangene Risiko die Resultate der Verwaltung ihrer Vermögenswerte zukommen zu lassen.

Insbesondere beabsichtigt die Gesellschaft, für ihre Anteilinhaber attraktive laufende Einkünfte und Kapitalwachstumspotential zu schaffen, indem sie unmittelbar oder mittelbar in Kommanditanteile (limited partnership interests) der DLJ INVESTMENT PARTNERS III investiert, einer Kommanditgesellschaft (limited partnership) nach dem Recht von Delaware, die gegründet wurde, um in Mezzanine-Wertpapiere mit attraktiven, risikoadäquaten Renditen zu investieren. Die Anlageziele und -politik der Gesellschaft werden gemäß Artikel 12 dieser Satzung von dem Komplementär näher beschrieben und im Prospekt offen gelegt.

Die Gesellschaft darf jede Maßnahme treffen und jede Transaktion vornehmen, die sie für der Erfüllung und Förderung ihres Zwecks im größtmöglichen, nach dem Gesetz vom 15. Juni 2004 zulässigen Umfang, dienlich halten darf.

4. Dauer. Die Gesellschaft wurde für eine befristete Zeit gegründet und endet drei Jahre nach Auflösung und Liquidation von DLJ INVESTMENT PARTNERS III oder spätestens 20 Jahre nach dem Tag ihrer Gründung.

Kapitel II.- Kapital, Anteile

5. Grundkapital. Das anfängliche Grundkapital der Gesellschaft beträgt fünfzigtausend USD (USD 50.000,-), verbrieft durch

- einen (1) nennwertlosen Geschäftsanteil, der vom Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter gehalten wird (nachstehend der «Komplementäranteil»), und

- vier (4) nennwertlosen Anteile, die von den Kommanditaktionären gehalten werden (nachstehend «Stammaktien»).

Der Komplementäranteil und die Stammaktien werden zusammen als die «Anteile» und einzeln als ein «Anteil» bezeichnet, wenn eine nähere Beschreibung der jeweiligen Anteile nicht erforderlich ist.

Das Grundkapital der Gesellschaft entspricht gemäß den Anforderungen des Gesetzes vom 15. Juni 2004 mindestens einer Million Euro (EUR 1.000.000,-). Dieser Mindestbetrag muss innerhalb eines Zeitraums von zwölf Monaten nach Zulassung der Gesellschaft erreicht werden.

Das Grundkapital der Gesellschaft entspricht jederzeit ihrem Nettoinventarwert, wie in Artikel 10 dieser Satzung definiert.

6. Form der Anteile. Die Gesellschaft gibt nur voll eingezahlte Anteile in Form von Namensaktien aus.

Sämtliche in Form von Namensaktien begebenen Anteile der Gesellschaft werden im Verzeichnis der Anteilinhaber eingetragen, das von der Gesellschaft oder einem oder mehreren von der Gesellschaft damit beauftragten und in ihrer Verantwortung handelnden Unternehmen geführt wird; das Register enthält den Namen eines jeden Inhabers von Namensaktien, seinen der Gesellschaft angezeigten Wohnsitz oder gewählten Wohnsitz, die Anzahl der von ihm gehaltenen Namensaktien und den auf jeden Anteil eingezahlten Betrag.

Mit der Eintragung des Namens des Anteilinhabers in das Register der Anteilinhaber wird sein Eigentum an den betreffenden Namensaktien nachgewiesen. Die Gesellschaft stellt normalerweise keine Bescheinigungen über derartige Eintragungen aus, aber jeder Anteilinhaber erhält eine schriftliche Bestätigung über seine Beteiligung.

Die Gesellschaft betrachtet die Person, auf deren Namen die Anteile eingetragen sind, als Volleigentümer der Anteile. Im Verhältnis zur Gesellschaft sind die Anteile der Gesellschaft unteilbar, da pro Anteil nur ein Inhaber zulässig ist. Mitinhaber haben eine einzelne Person als Vertreter gegenüber der Gesellschaft zu benennen.

Gemäß den Bestimmungen von Artikel 08 dieser Satzung wird jede Übertragung von Namensaktien in das Register der Anteilinhaber eingetragen; eine solche Eintragung wird von einem oder mehreren Direktoren oder Amtsträgern (officers) der Gesellschaft, oder einer oder mehrerer diesbezüglich von dem Komplementär ordnungsgemäß ermächtigten Personen unterzeichnet.

Anteile sind gemäß den Bestimmungen von Artikel 8 dieser Satzung frei übertragbar.

Anteilinhaber mit einem Anspruch auf Namensaktien teilen der Gesellschaft eine Anschrift mit, an die alle Mitteilungen und Ankündigungen übermittelt werden können. Diese Anschrift wird auch ins Register der Anteilinhaber eingetragen.

Falls ein Anteilinhaber keine Anschrift mitteilt, kann die Gesellschaft eine Eintragung einer diesbezüglichen Mitteilung in das Register der Anteilinhaber gestatten, und Anschrift des Anteilinhabers gilt dann der Sitz der Gesellschaft, oder eine andere von der Gesellschaft in dieser Weise gegebenenfalls im Register der Anteilinhaber eingetragene Anschrift, solange, bis der Gesellschaft von dem Anteilinhaber eine andere Anschrift mitgeteilt wird. Ein Anteilinhaber kann seine im Register der Anteilinhaber angegebene Adresse jederzeit durch schriftliche Mitteilung an den Sitz der Gesellschaft oder eine andere von der Gesellschaft gegebenenfalls angegebene Adresse ändern.

Gegebenenfalls erfolgende Zahlungen von Ausschüttungen erfolgen an die Anteilinhaber in Bezug auf Namensaktien an ihre im Register der Anteilinhaber angegebenen Adressen.

Die Gesellschaft kann beschließen, Anteilbruchteile auszugeben. Derartige Anteilbruchteile gewähren kein Stimmrecht, berechtigen den Inhaber aber zu einer anteiligen Teilhabe am Nettovermögen der Gesellschaft.

7. Ausgabe und Zeichnung von Anteilen.

7.1 Ausgabe der Stammaktien

Der Komplementär der Gesellschaft ist unbeschränkt ermächtigt, jederzeit neue Stammaktien auszugeben, ohne den vorhandenen Kommanditaktionären ein Vorzugszeichnungsrecht an den auszugebenden Stammaktien einzuräumen, wobei die Gesamtzahl der Anteilinhaber zu keinem Zeitpunkt mehr als 30 betragen darf.

Die Anzahl der in Zusammenhang mit einer Inanspruchnahme der Kapitalzusage an einen Anleger auszugebenden Stammaktien entspricht dem von dem Anleger gemäß der diesbezüglichen Mitteilung über die Inanspruchnahme zu entrichtenden Betrag, dividiert durch den jeweils maßgeblichen Erstausgabepreis (d.h., USD 10.000,-) oder Ausgabepreis (d.h., Nettoinventarwert) pro Stammaktie.

Der Komplementär darf Stammaktien nur an bonitätsmäßig einwandfreie, seriöse und angesehene Anleger ausgeben, die als qualifizierte Anleger einzustufen sind und nachgewiesener Weise in der Lage sind, ihren Zahlungsverpflichtungen rechtzeitig nachzukommen.

Der Komplementär kann die Häufigkeit der Ausgabe von Stammaktien einschränken; der Komplementär kann insbesondere beschließen, dass eine Ausgabe von Stammaktien nur während eines oder mehrerer Closings, Zeichnungsfristen oder mit der im Prospekt vorgesehenen sonstigen Häufigkeit erfolgt, und dass Stammaktien nur an Personen oder Unternehmen begeben werden, die eine Zeichnungsvereinbarung abgeschlossen haben, in der unter anderem eine unwiderrufliche Kapitalzusage und ein unwiderruflicher Antrag auf Zeichnung von Stammaktien über einen Gesamtbetrag in der Zeichnungsvereinbarung festgelegten Gesamtbetrag über einen bestimmten Zeitraum enthalten sind. Soweit nach luxemburgischen Gesetzen und Vorschriften zulässig, kann jede Zeichnungsvereinbarung spezielle Regelungen enthalten, die in den anderen Zeichnungsvereinbarungen nicht enthalten sind.

Außerdem kann der Komplementär eine Mindestzahl der anfänglich zu zeichnenden Stammaktien und eine Mindestsumme weiterer Anlagen, sowie eine Mindestbeteiligung festlegen, die für jeden Kommanditaktionär jederzeit verbindlich ist.

Der Komplementär bestimmt ein Closing, zu dem Zeichnungsvereinbarungen betreffend die Erstemission Stammaktien nach Gründung der Gesellschaft vom Komplementär entgegen- und angenommen werden. Nach dem Closing werden keine Zeichnungsvereinbarungen und diesbezügliche neue oder weitere Kapitalzusagen angenommen.

Wenn die Gesellschaft Stammaktien zu Zeichnung anbietet, lautet der Zeichnungspreis pro Stammaktie, zu dem die Stammaktien angeboten werden, wie folgt:

- Bei der ersten Inanspruchnahme der Kapitalzusage nach dem Closing werden Stammaktien zum Erstausgabepreis von zehntausend USD (USD 10.000,-) pro Stück begeben;
- Bei der zweiten und jeder späteren Inanspruchnahme der Kapitalzusage werden Stammaktien zum Ausgabepreis in Höhe des Nettoinventarwerts ausgegeben, der zum Bewertungstermin unmittelbar nach dem entsprechenden Tag der Inanspruchnahme der Kapitalzusage berechnet wird. In diesem Fall werden Stammaktien an dem Berechnungstermin zugeteilt, der auf den jeweiligen Bewertungstermin folgt (daher stehen die mit diesen Stammaktien verbundenen Rechte dem jeweiligen Anleger in seiner Funktion als Kommanditaktionär nicht vor dem Berechnungstermin zu, der gleichzeitig der Tag ist, an dem das Eigentum dieser Stammaktien im Aktionärsregister reflektiert wird).

Von der Gesellschaft werden keine Stammaktien ausgegeben, solange die Ermittlung des Nettoinventarwerts der Stammaktien durch den Komplementär ausgesetzt ist, wie in Artikel 10 dieser Satzung erwähnt. Falls die Ermittlung des Nettoinventarwerts pro Stammaktie ausgesetzt ist, erfolgt die Ausführung anhängiger Zeichnungen von Stammaktien auf der Grundlage des nächsten Nettoinventarwerts pro Stammaktie, der zu dem auf das Ende des Aussetzungszeitraums folgenden Bewertungstag ermittelt wird.

Inanspruchnahme der Kapitalzusagen erfolgt grundsätzlich, indem fünf (5) Bankgeschäftstage vor dem Tag der Inanspruchnahme eine Mitteilung über die Inanspruchnahme an die Anleger übermittelt wird. Es liegt im Ermessen des Komplementärs, diesen Zeitraum in angemessenem Umfang zu verkürzen.

Der Komplementär kann beschließen, den Ausgabepreis um Gebühren, Provisionen und Kosten zu erhöhen, die im Prospekt offengelegt sind.

7.2 Einschränkungen hinsichtlich der Zeichnung von Stammaktien

Die Stammaktien können nur von qualifizierten Anlegern gezeichnet werden; das sind gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004:

- (a) Institutionelle Anleger, und
- (b) professionelle Anleger, d.h., solche Anleger, bei denen nach luxemburgischem Recht angenommen wird, dass sie über den Sachverstand, die Kenntnisse und die Erfahrung verfügen, um eigene Anlageentscheidungen treffen und das von ihnen eingegangene Risiko angemessen beurteilen zu können; und
- (c) jeder andere sachkundige Anleger, der die nachstehenden Anforderungen erfüllt:
 - (i) erklärt schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger und investiert den Gegenwert von mindestens einhundertfünfundzwanzigtausend Euro (EUR 125.000,-) in USD in die Gesellschaft, oder
 - (ii) erklärt schriftlich sein Einverständnis mit der Einordnung als sachkundiger Anleger und überreicht eine Einstufung seitens eines Kreditinstituts, eines anderen professionellen Anlegers aus dem Finanzsektor, der den Wohlverhaltensregeln im Sinne des Artikels 11 der Richtlinie 93/22/EWG unterliegt, oder einer Verwaltungsgesellschaft im Sinne der Richtlinie 2001/107/EG, die ihm bescheinigt, den Sachverstand, die Erfahrung und Kenntnisse zu besitzen, um auf angemessene Weise eine Anlage in Risikokapital einschätzen zu können.

Außerdem müssen qualifizierte Anleger, wie in der Zeichnungsvereinbarung näher ausgeführt, (a) «qualified purchasers» im Sinne von Ziffer 2(a)(51) des US Investment Company Act von 1940 in der jeweils geltenden Fassung, und (b) «accredited investors» im Sinne von Regulation D des US Securities Act von 1933 in der jeweils geltenden Fassung sein.

Der Komplementär kann eine Zeichnung von Stammaktien nach freiem Ermessen annehmen oder ablehnen. Er kann außerdem einschränken oder verhindern, dass vom Komplementär bestimmte nicht erwerbsberechtigte Personen Eigentum an Stammaktien haben, oder verlangen, dass ein Anleger Informationen beibringt, die er für erforderlich halten darf um zu entscheiden, ob dieser eine nicht erwerbsberechtigte Person ist oder sein wird.

Natürliche Personen können keine qualifizierten Anleger sein.

7.3 Verzugsregelungen

Falls ein Kommanditaktionär einer Inanspruchnahme der Kapitalzusage zu einem in einer Mitteilung über die Inanspruchnahme durch den Komplementär (oder einen sonstigen Kreditgeber gemäß Ziffer 6.7.3 des Prospekts) angegebenen Tag der Inanspruchnahme nicht nachkommt, kann der Komplementär erklären, dass es sich bei diesem Kommanditaktionär um einen in Verzug befindlichen Anleger handelt.

Außer bei Verzicht seitens des Komplementärs hat dies die folgenden Konsequenzen:

- a) Von dem in Verzug befindlichen Anleger kann Schadenersatz in Höhe von fünfundzwanzig Prozent (25 %) seiner Kapitalzusage gefordert werden;

b) Ausschüttungen an den in Verzug befindlichen Anleger können solange aufgerechnet oder einbehalten werden, bis der Gesellschaft geschuldete Beträge vollständig beglichen sind, und

c) der Komplementär kann außerdem Vertragsstrafen einfordern oder Maßnahmen treffen, die der Komplementär der DLJ INVESTMENT PARTNERS III nach dem Limited Partnership Agreement gegenüber einem in Verzug befindlichen Kommanditisten der DLJ INVESTMENT PARTNERS III einfordern oder treffen kann.

Außerdem kann der Komplementär jede der nachstehenden Maßnahmen treffen:

a) Er kann veranlassen, dass die Gesellschaft die Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers an der Gesellschaft zurücknimmt und dem in Verzug befindlichen Anleger einen Betrag in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts seiner Beteiligung an der Gesellschaft (berechnet zu dem auf den Verzugseintritt unmittelbar folgenden Bewertungstag) zahlt, wobei die Zahlung des Rücknahmeerlöses zu dem von dem Komplementär festgesetzten Termin, spätestens aber während der Liquidation der Gesellschaft erfolgt, und/oder

b) er kann den nicht in Verzug befindlichen Anlegern ein Recht zum anteiligen Erwerb der Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75 %) des Nettowerts der Beteiligung des in Verzug befindlichen Anlegers an der Gesellschaft einräumen. Die nicht in Verzug befindlichen Anleger, die dieses Recht ausüben wünschen, müssen dem Komplementär davon Mitteilung machen, der dann innerhalb von fünf (5) Bankgeschäftstagen nach Erhalt dieser Mitteilung die Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers den nicht in Verzug befindlichen Anlegern anteilig anbietet. Bei Annahme des Angebots teilt jeder nicht in Verzug befindliche Anleger dem Komplementär mit, bezüglich wie vieler der ihm anteilig angebotenen Stammaktien er das Angebot annimmt. Jeder nicht in Verzug befindliche Anleger gibt außerdem an, ob er bereit wäre, weitere Stammaktien zu erwerben, und wie viele Stammaktien er bereit wäre, zusätzlich zu erwerben, falls nicht alle nicht in Verzug befindlichen Anleger/Anteilhaber das Angebot des Komplementärs annehmen. Falls nicht alle nicht in Verzug befindlichen Anleger das Angebot in vollem Umfang annehmen, werden die verbleibenden Stammaktien an diejenigen nicht in Verzug befindlichen Anleger verkauft, die zum Ausdruck gebracht haben, dass sie bereit sind, zusätzliche Stammaktien zu erwerben. Wenn lediglich ein nicht in Verzug befindlicher Anleger das Angebot annimmt, können alle Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers an diesen nicht in Verzug befindlichen Anleger verkauft werden. Wenn allerdings nicht bezüglich sämtlicher Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers ein Kaufinteresse seitens der nicht in Verzug befindlichen Anleger angemeldet wird, kann der Komplementär alle Stammaktien des in Verzug befindlichen Anlegers gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75 %) des Nettowerts von dessen Beteiligung an der Gesellschaft beliebigen Dritten zum Erwerb anbieten;

c) er kann die Kapitalzusagen des in Verzug befindlichen Anlegers herabsetzen oder kündigen, und/oder

d) er kann jeden anderen Rechtsbehelf ausüben, der ihm nach geltendem Recht zusteht.

Im Falle einer Rücknahme der Stammaktien des in Verzug befindlicher Anlegers nach lit. a) oder b) oben werden von dem an die in Verzug befindlichen Anleger zu zahlenden Rücknahmeerlös solche Beträge abgezogen, die der in Verzug befindliche Anleger der Gesellschaft oder den nicht in Verzug befindlichen Anlegern schuldet.

Den Kommanditaktionären kann eine weitere Mitteilung über die Inanspruchnahme übermittelt werden, um einen durch einen in Verzug befindlichen Anleger entstandenen Ausfall auszugleichen (wobei die noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen der jeweiligen Kommanditaktionäre nicht überschritten werden dürfen); und mit vorheriger Zustimmung des Komplementärs können neue Kommanditaktionäre in die Gesellschaft aufgenommen werden, um so die Einlagen des in Verzug befindlichen Anlegers zu ersetzen.

8. Übertragung von Anteilen.

8.1 Übertragung des Komplementäranteils

Die in Artikel 8.2 dieser Satzung dargestellten Übertragungsbeschränkungen gelten nicht für die Übertragung des Komplementäranteils.

Der Komplementäranteil ist frei übertragbar nur auf ein verbundenes Unternehmen des Komplementärs, sofern der Übertragungsempfänger alle Rechte und Pflichten übernimmt, die dem Komplementär aufgrund seiner Stellung als Inhaber des Komplementäranteils entstehen, und der Übertragungsempfänger keine natürliche Person ist und die Übertragung nicht zu einer Überschreitung der Gesamtzahl von maximal 30 Anteilhabern an der Gesellschaft führt.

8.2 Übertragung der Stammaktien

8.2.1 Allgemeine Übertragungsbeschränkungen

Vorbehaltlich einer anderslautenden Bestimmung in dieser Satzung darf ein Kommanditaktionär ohne vorherige schriftliche Zustimmung des Komplementärs keinen Verkauf, keine Abtretung und keine Übertragung von Stammaktien an einen Übertragungsempfänger vornehmen. Die Zustimmung des Komplementärs kann aus angemessenem Grund, beispielsweise einem der nachstehend aufgeführten Gründe, verweigert werden:

- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung nachteilig für die Gesellschaft oder DLJ INVESTMENT PARTNERS III wäre oder sein könnte, oder der Gesellschaft, dem Komplementär oder DLJ INVESTMENT PARTNERS III (oder einem von deren verbundenen Unternehmen) Abgaben oder Steuern entstehen würden oder könnten, die ansonsten nicht entstehen würden;

- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung von Stammaktien im Ergebnis einen Verstoß gegen luxemburgisches Recht, insbesondere Gesetz vom 15. Juni 2004 zur Folge hätte;

- wenn der Komplementär der Auffassung ist, dass die Übertragung einen Verstoß gegen sonstiges Recht, Bestimmungen oder Regelungen der Satzung oder des Prospekts der Gesellschaft darstellt, oder falls der Komplementär der Auffassung ist, dass der vorgesehene Erwerber nicht in der Lage ist, seine ihm nach dieser Satzung obliegenden Verpflichtungen im Hinblick auf Kapitalzusagen zu erfüllen;

- wenn die Übertragung zu einer Überschreitung der Gesamtzahl von maximal 30 Anteilhabern an der Gesellschaft führt;

- wenn der Übertragungsempfänger kein qualifizierter Anleger ist.

In Ergänzung dazu sind Übertragungen von Stammaktien zulässig, solange die folgenden Bedingungen erfüllt sind:

- Deren Käufer, Erwerber oder Übertragungsempfänger (der «Übertragungsempfänger») muss als qualifizierter Anleger einzustufen sein.

- Der Übertragungsempfänger muss schriftlich alle übrigen Verpflichtungen des Verkäufers oder Veräußerers von Stammaktien (der «Übertragende») in Zusammenhang mit seiner Stellung als Inhaber von Stammaktien (insbesondere die Verpflichtung, die noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen und sämtliche Dokumente zu unterzeichnen, die für die Wirksamkeit einer einem Kreditgeber gemäß Ziffer 6.7.3 des Prospekts gewährten Sicherheit erforderlich sind) aus der von dem Übertragenden abgeschlossenen Zeichnungsvereinbarung vollständig und umfassend übernehmen.

- Der Übertragende haftet weiterhin gesamtschuldnerisch mit dem Übertragungsempfänger für alle übrigen Verpflichtungen in Zusammenhang mit seiner Stellung als Inhaber von Stammaktien (insbesondere für die Verpflichtung, die noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen) des Übertragenden;

- Der Übertragende übernimmt eine unwiderrufliche und unbedingte Garantie gegenüber der Gesellschaft und gegebenenfalls dem Komplementär dahingehend, dass der Übertragungsempfänger alle Verpflichtungen aus seiner Stellung als Inhaber von Anteilen ordnungsgemäß erfüllt (insbesondere die Verpflichtung, die noch nicht in Anspruch genommene Kapitalzusagen bei Inanspruchnahme der Kapitalzusage durch den Komplementär einzuzahlen) (ob von dem Übertragenden übernommen, oder von dem Übertragungsempfänger selbst eingegangen), und er wird die Betreffenden im rechtlich zulässigen Umfang insoweit schadlos halten.

8.2.2 Übertragungsbeschränkungen für die Übertragung von Stammaktien im Besitz einer deutschen Versicherungsgesellschaft

Solang und soweit Stammaktien von einer deutschen Versicherungsgesellschaft als Sicherungsvermögen (gemäß § 66 VAG in seiner jeweils geltenden Fassung) oder sonstiges gebundenes Vermögen (gemäß § 51 Abs. 1 oder § 115 VAG in ihrer jeweils geltenden Fassung) gehalten werden und eine solche Versicherungsgesellschaft ist entweder der Verpflichtung gemäß § 70 VAG in seiner jeweils geltenden Fassung unterworfen, einen Treuhänder zu ernennen oder hat sich selbst dieser Verpflichtung freiwillig unterworfen, dürfen diese Stammaktien nicht ohne vorherige Genehmigung des ernannten Treuhänders veräußert werden.

Allerdings sind Stammaktien, die mittelbar oder unmittelbar von einer deutschen Versicherungsgesellschaft gehalten werden und die zu ihrem Sicherungsvermögen oder ihrem sonstigen gebundenen Vermögen gehören, frei übertragbar und eine solche Übertragung bedarf keiner Genehmigung der anderen Anteilhaber oder des Komplementärs. Vor einem Verkauf, einer Abtretung oder Übertragung von Stammaktien und/oder noch nicht in Anspruch genommener Kapitalzusagen hat die deutsche Versicherungsgesellschaft der Gesellschaft eine schriftliche Anfrage hinsichtlich der Anzahl der Anteilhaber an der Gesellschaft zu übermitteln und die Gesellschaft ist verpflichtet, diese Auskunft zu erteilen. Jede deutsche Versicherungsgesellschaft verpflichtet sich, keine Stammaktien zu verkaufen, abzutreten oder zu übertragen, wenn dies gemäß der von der Gesellschaft erteilten Auskunft zu einer Überschreitung der Gesamtzahl von maximal 30 Anteilhabern an der Gesellschaft führt. Keinesfalls wird eine deutsche Versicherungsgesellschaft in ihrem Eigentum stehende Stammaktien verkaufen, abtreten oder übertragen, wenn der Übertragungsempfänger kein qualifizierter Anleger ist.

Bei Übertragung einer Stammaktie, die mittelbar oder unmittelbar von einem Anteilhaber gehalten wird, der eine deutsche Versicherungsgesellschaft ist, übernimmt und haftet der Übertragungsempfänger allein für sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen hinsichtlich dieser Stammaktie (einschließlich sämtlicher verbleibenden Verpflichtungen betreffend den Übertragenden, die dieser gemäß dem Zeichnungsvertrag eingegangen ist, wobei zur Klarstellung darauf hingewiesen wird, dass dies jegliche Zahlungsverpflichtung im Hinblick auf die noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen umfasst) und der Übertragende ist von sämtlichen Verbindlichkeiten und Verpflichtungen befreit (und haftet nicht länger dafür). Sobald der Übertragende seine Stammaktien übertragen hat, hat er diesbezüglich keinerlei Verpflichtungen aus dem Prospekt oder in Hinblick auf die Gesellschaft betreffend die noch nicht in Anspruch genommenen Kapitalzusagen oder die Anteile mehr.

9. Rücknahme von Anteilen. Bei der Gesellschaft handelt es sich um eine geschlossene Gesellschaft. Dementsprechend kauft sie ihre Stammaktien nicht auf Verlangen der Kommanditaktionäre zurück.

Stammaktien können allerdings gemäß den von dem Komplementär festgelegten Bedingungen und innerhalb der rechtlich, im Prospekt und der Satzung vorgesehenen Grenzen zurückgenommen werden, wenn dies nach Auffassung des Komplementärs im Interesse der Gesellschaft ist. Insbesondere können Stammaktien nach Wahl des Komplementärs

anteilig von den vorhandenen Kommanditaktionären zurückgenommen werden, um bei Veräußerung von Kapitalanlagen durch die Gesellschaft Nettoerträge aus diesen Anlagen an die Kommanditaktionäre ausschütten zu können, unbeschadet anderer Ausschüttungen gemäß Artikel 27 dieser Satzung. Der Rücknahmepreis pro Stammaktie ist der Nettoinventarwert pro Stammaktie zum von dem Komplementär nach dessen Ermessen festgesetzten Bewertungstag, abzüglich möglicher Abgaben und Kosten, die in Zusammenhang mit der Veräußerung der Anlagen zum Rücknahmetag und zum Zwecke der Rücknahme gegebenenfalls anfallen. Der Rücknahmepreis pro Stammaktie wird innerhalb einer von dem Komplementär zu bestimmenden Frist gezahlt, die nicht länger sein darf als 30 Bankgeschäftstage ab dem für die Rücknahme festgesetzten Termin.

Wenn es der Gesellschaft scheint, dass eine nicht erwerbsberechtigte Person, die das Halten von Stammaktien an der Gesellschaft untersagt ist, tatsächlich Stammaktien hält, kann die Gesellschaft außerdem die von einer solchen nicht erwerbsberechtigten Person gehaltenen Stammaktien gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75 %) des Nettowerts der Beteiligung der nicht erwerbsberechtigten Person an der Gesellschaft an die betreffende Person zwangsweise zurücknehmen. Die Zahlung des Rücknahmeerlöses an die nicht erwerbsberechtigte Person erfolgt zu dem vom Komplementär festgesetzten Termin, spätestens aber während der Liquidation der Gesellschaft. Falls die Gesellschaft von einer nicht erwerbsberechtigten Person gehaltene Stammaktien zwangsweise zurücknimmt, kann der Komplementär den Kommanditaktionären (ohne die nicht erwerbsberechtigte Person) ein Recht zum anteiligen Erwerb der Stammaktien der nicht erwerbsberechtigten Person gegen Zahlung eines Betrags in Höhe von fünfundsiebzig Prozent (75%) des Nettowerts der Beteiligung der nicht erwerbsberechtigten Person an der Gesellschaft einräumen, ohne hierzu verpflichtet zu sein.

Steuern, Provisionen und andere Kosten in Zusammenhang mit dem Rücknahmeerlös (einschließlich Steuern, Provisionen und Gebühren, die in einem Land anfallen, in dem Anteile verkauft werden), werden im Wege einer Reduzierung der Rücknahmeerlöse belastet. Von der Gesellschaft zurückgekaufte Anteile dürfen nicht wieder ausgegeben werden und sind gemäß geltendem Recht zu löschen.

10. Berechnung des Nettoinventarwerts pro Anteil.

10.1 Berechnung

Der Nettoinventarwert der Gesellschaft wird in Verantwortung des Komplementärs von der zentralen Verwaltungsstelle vierteljährlich, jeweils zum letzten Bankgeschäftstag im März, Juni, September und Dezember eines jeden Jahres und jedem anderen von dem Komplementär festgesetzten Bankgeschäftstag in USD bestimmt.

Der Wert des Nettovermögens der Gesellschaft ist gleich der Differenz zwischen dem Wert von konsolidiertem Bruttovermögen und Verbindlichkeiten der Gesellschaft. Der Wert des Vermögens der Gesellschaft wird ermittelt wie folgt:

- 1) Als Wert von Barmitteln oder Festgeld, Wechseln, Zahlungsaufforderungen und Außenständen, Rechnungsabgrenzungsposten, Bardividenden und Zinsen, die wie oben beschrieben festgesetzt wurden oder angefallen und noch nicht vereinnahmt worden sind, gilt der gesamte jeweilige Betrag, außer wenn dessen Empfang in voller Höhe unwahrscheinlich ist; in solchen Fällen ergibt sich der Wert nach Vornahme eines Abzugs in einem Umfang, den der Komplementär für erforderlich hält, um den wahren Wert der jeweiligen Vermögenswerte wiederzugeben;
- 2) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse notiert sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, werden auf der Grundlage des letzten verfügbaren, veröffentlichten Börsen- oder Marktwerts bewertet;
- 3) sämtliche sonstigen Wertpapiere und anderen Vermögenswerte werden mit dem Verkehrswert («fair value») bewertet, der gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben und mit vom Komplementär festgesetzten Methoden ermittelt wird.

Der Wert sämtlicher Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die nicht in USD angegeben sind, wird zum Devisenmittelkurs an dem betreffenden Bewertungstag in USD umgerechnet. Wenn derartige Kurse nicht verfügbar sind, wird der Wechselkurs gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben vom Komplementär oder mit von diesem festgesetzten Methoden ermittelt.

Risikokapitalanlagen, die nicht an einer amtlichen Wertpapierbörse notiert oder an einem anderen geregelten Markt zum Handel zugelassen sind, und Risikokapitalanlagen, die an einer amtlichen Wertpapierbörse zugelassen sind oder an einem anderen geregelten Markt gehandelt werden, bei denen der letzte verfügbare Kurs den Marktwert nicht angemessen wiedergibt, werden auf Grundlage des mit hinreichender Wahrscheinlichkeit zu erwartenden Verkaufspreises ermittelt, der sorgfältig und gemäß dem Grundsatz von Treu und Glauben von dem Komplementär ermittelt wird, der die von der European Private Equity and Venture Capital Association (EVCA) veröffentlichten Bewertungsrichtlinien zugrunde legt.

Genauer gesagt wird DLJ INVESTMENT PARTNERS III mit dem zuletzt ermittelten Nettovermögenswert bewertet, den DLJ INVESTMENT PARTNERS III der Gesellschaft mitgeteilt hat. DLJ INVESTMENT PARTNERS III ermittelt diesen Nettovermögenswert vierteljährlich unter Anwendung der US-GAAP-Richtlinien, die zum Teil die Bewertung von Anlagen zum Verkehrswert («fair value») vorsehen.

DLJ INVESTMENT PARTNERS III bewertet ihre Anlagen in Wertpapieren zunächst mit dem Anschaffungswert als Annäherung an den Verkehrswert («fair value») und passt diese Bewertung später gemäß Festlegung ihres Komplementärs an den Verkehrswert («fair value») an. Es wird davon ausgegangen, dass der Nettovermögenswert Anlagen umfasst, die vom Komplementär von DLJ INVESTMENT PARTNERS III geschätzt werden, wenn es für dieselben keinen Markt gibt.

Allerdings können die so geschätzten Werte wegen der mit Schätzungen verbundenen Unsicherheit erheblich von den Werten abweichen, die ermittelt worden wären, wenn es einen Markt für die Anlagen gegeben hätte, und die Differenz kann ganz erheblich sein.

Es liegt im Ermessen des Komplementärs, die Verwendung anderer Bewertungsmethoden zu gestatten, wenn diese nach seiner Auffassung den Verkehrswert («fair value») von Vermögen der Gesellschaft besser wiedergeben. Derartige Methoden werden dann konsistent angewendet. Die zentrale Verwaltungsstelle darf auf solche Änderungen vertrauen, die von der Gesellschaft zum Zwecke der Berechnung des Nettoinventarwerts genehmigt worden sind.

Der Wirtschaftsprüfer prüft die Berechnung des Nettoinventarwerts mindestens einmal jährlich.

10.2 Vorübergehende Aussetzung der Berechnung

Der Komplementär kann die Ermittlung des Nettoinventarwerts der Anteile aussetzen,

a) solange einer der wichtigsten Märkte oder sonstigen Wertpapierbörsen geschlossen ist, an denen ein Teil der Vermögenswerte der Gesellschaft notiert ist, (ohne dass es sich dabei um gewöhnliche Feiertage handelt,) oder solange der Handel dort eingeschränkt oder ausgesetzt ist; oder

b) solange in Folge politischer, wirtschaftlicher, militärischer oder geldpolitischer Ereignisse oder Umstände außerhalb der Kontrolle, des Verantwortungs- oder Einflussbereichs des Komplementärs eine Veräußerung von im Eigentum der Gesellschaft befindlichen Vermögenswerten nicht in vernünftiger Weise und ohne erhebliche Nachteile für die Interessen der Anteilinhaber möglich ist, oder falls nach Auffassung des Komplementärs Ausgabe-, Verkaufs- und/oder Rücknahmepreise nicht angemessen berechnet werden können; oder

c) solange eine Störung der üblicherweise verwendeten Wege der Kommunikation oder Mittel zur Berechnung des Preises von Vermögenswerten der Gesellschaft vorliegt, oder falls aus irgend einem Grund der Wert von Vermögenswerten der Gesellschaft, die für die Ermittlung des Nettoinventarwerts wesentlich sind (wobei der Komplementär über die Wesentlichkeit nach freiem Ermessen entscheiden kann) nicht so schnell und genau ermittelt werden kann, wie erforderlich; oder

d) solange der Wert einer (unmittelbar oder mittelbar) hundertprozentigen Tochtergesellschaft der Gesellschaft möglicherweise nicht genau zu ermitteln ist; oder

e) solange ein Transfer von Kapital in Zusammenhang mit Veräußerung oder Erwerb von Anlagen nach Einschätzung des Komplementärs nicht zu normalen Wechselkursen erfolgen kann; oder

f) wenn eine Einladung zur Hauptversammlung der Anteilinhaber zum Zwecke der Auflösung der Gesellschaft veröffentlicht wird; oder

g) wenn aus einem beliebigen anderen Grund die Preise von Anlagen der Gesellschaft einschließlich der Anlage in DLJ INVESTEMENT PARTNERS III sich nicht sofort oder genau ermitteln lassen.

Eine Mitteilung einer solchen Aussetzung wird veröffentlicht, wenn dies dem Komplementär angemessen erscheint.

Kapitel III.- Geschäftsführung

11. Ernennung des Komplementärs. Die Geschäftsführung der Gesellschaft erfolgt durch CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l, eine luxemburgische Gesellschaft mit beschränkter Haftung (private limited liability company; société à responsabilité limitée), in ihrer Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter der Gesellschaft.

Die Kommanditaktionäre sind weder an der Geschäftsführung der Gesellschaft beteiligt, noch beeinflussen sie diese.

Der Komplementär kann seiner Stellung durch einen Beschluss der Hauptversammlung der Anteilinhaber enthoben werden, der in der Weise gefasst wird, wie für eine Änderung der Satzung in Artikel 31 der Satzung vorgesehen.

Falls der Komplementär, wie im vorstehenden Absatz beschrieben, seiner Stellung enthoben wird, ernennt die Hauptversammlung der Anteilinhaber durch einen Beschluss, der in der Weise gefasst wird, wie für eine Änderung der Satzung in Artikel 31 der Satzung vorgesehen, einen neuen Komplementär; dies erfolgt mit vorheriger Zustimmung der CSSF.

12. Befugnisse des Komplementärs. Der Komplementär ist im größtmöglichen Umfang befugt, die Gesellschaft zu verwalten und ihre Geschäfte zu führen, in jeder Hinsicht im Namen der Gesellschaft zu handeln, und sämtliche Maßnahmen und Transaktionen auszuführen und zu genehmigen, die mit dem Ziel der Gesellschaft in Einklang stehen.

Sämtliche Befugnisse, die nicht von Gesetzes wegen oder nach dieser Satzung der Hauptversammlung der Anteilinhaber vorbehalten sind, stehen dem Komplementär zu.

Der Komplementär ist insbesondere befugt, über Anlageziele, -politik und -beschränkungen, die Richtung der Führung der geschäftlichen Angelegenheiten und Geschäftsführung der Gesellschaft zu entscheiden, wobei er an diese Satzung und geltendes Recht gebunden ist. Der Komplementär ist befugt, Verwaltungs-, Anlage- und Beraterverträge, sowie andere Verträge abzuschließen und Verpflichtungen einzugehen, die er für notwendig, nützlich oder ratsam zur Umsetzung des Gegenstands der Gesellschaft halten darf.

13. Vertretung der Gesellschaft. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift des Komplementärs verpflichtet, der wiederum durch gemeinsame Unterschrift zweier seiner gesetzlichen Vertreter oder durch die gemeinsame Unterschrift zweier weiterer Personen, denen eine entsprechende Befugnis vom Komplementär übertragen wurde.

Kommanditaktionäre vertreten die Gesellschaft nicht.

14. Haftung des Komplementär und der Kommanditaktionäre. Der Komplementär haftet mit der Gesellschaft für alle Verbindlichkeiten und Verluste, die sich nicht aus dem Vermögen der Gesellschaft ersetzen lassen.

Die Kommanditaktionäre haben es zu unterlassen, für die Gesellschaft zu handeln, außer wenn sie ihre Rechte als Anteilhaber in Hauptversammlungen der Anteilhaber ausüben; sie haften im Rahmen ihrer Einlagen in die Gesellschaft.

15. Übertragung von Befugnissen; Beauftragte des Komplementärs. Der Komplementär kann jederzeit, wie für die Angelegenheiten und Führung der Geschäfte der Gesellschaft erforderlich, Amtsträger (officers) oder Beauftragte der Gesellschaft bestellen, wobei die Kommanditaktionäre nicht für die Gesellschaft tätig werden können, ohne den Vorteil ihrer beschränkten Haftung zu verlieren. Die so bestellten Amtsträger oder Beauftragten haben die ihnen vom Komplementär übertragenen Pflichten und Aufgaben.

Der Komplementär setzt die Aufgaben und (gegebenenfalls) die Vergütung solcher Anlageberater, Amtsträger (officers) oder Beauftragten fest, die Amtszeit und andere einschlägige, für deren Tätigkeit für die Gesellschaft geltende Bedingungen fest.

16. Interessenkonflikte. Die Gesellschaft schließt sämtliche Transaktionen zu zwischen unbeteiligten Dritten üblichen Bedingungen ab (on an arm's length basis).

Falls der Gesellschaft ein Anlagevorschlag unterbreitet wird, der (ganz oder teilweise) Vermögenswerte betrifft, die Eigentum eines Anteilhabers, eines Gesellschafters des Komplementärs, eines Mitglieds der Geschäftsführung oder eines verbundenen Unternehmens sind, oder wenn ein Anlagevorschlag von einem Anteilhaber, einem Gesellschafter des Komplementärs, einem Mitglied der Geschäftsführung oder einem verbundenen Unternehmen befürwortet wird, oder wenn er ein Unternehmen betrifft, dessen Anteile von einem Anteilhaber, einem Gesellschafter des Komplementärs, einem Mitglied der Geschäftsführung oder einem verbundenen Unternehmen gehalten werden, oder das von diesen Geld geliehen hat, auch wenn es sich dabei um ein Unternehmen handelt, das von einem Anteilhaber, einem Gesellschafter des Komplementärs, einem Mitglied der Geschäftsführung oder einem verbundenen Unternehmen verwalten, beraten oder gefördert wird, so wird der Anteilhaber, Gesellschafter des Komplementärs, Mitglied der Geschäftsführung oder das verbundene Unternehmen diesen Interessenkonflikt in vollem Umfang gegenüber dem Komplementär offen legen, der eine Entscheidung über die Anlage trifft.

Nach allgemeinen rechtlichen Grundsätzen wird eine solche Entscheidung von dem Komplementär der Gesellschaft und den Mitgliedern der Geschäftsführung in gesetzmäßiger und rechtschaffender Weise und gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben getroffen, wobei der Komplementär und die Mitglieder der Geschäftsführung Handlungen und Transaktionen immer gemäß den Grundsätzen von Treu und Glauben, zu Bedingungen, wie zwischen unbeteiligten Dritten üblich, und im Interesse der Gesellschaft, wie es sich nach ihrer Einschätzung darstellt, vornehmen (und nicht im Interesse eines Anteilhabers, eines Gesellschafters des Komplementärs, eines Mitglieds der Geschäftsführung oder eines verbundenen Unternehmens).

Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass Verträge oder andere Transaktionen zwischen der Gesellschaft und einem sonstigen Unternehmen unberührt bleiben und nicht unwirksam werden, wenn der Komplementär oder ein Mitglied der Geschäftsführung ein Interesse an einem solchen anderen Unternehmen hat oder Direktor, Amtsträger (officer), Teilhaber oder Mitarbeiter ist. Der Komplementär oder ein Mitglied der Geschäftsführung, das als Direktor, Amtsträger (officer) oder Mitarbeiter eines Unternehmens tätig ist, mit dem die Gesellschaft Verträge schließt oder anderweitig Geschäfte macht, ist aufgrund seiner Verbindung zu dem anderen Unternehmen nicht gehindert, über Fragen zu beraten oder abzustimmen oder Maßnahmen auszuführen, die mit einem derartigen Vertrag oder anderweitigen Geschäft in Zusammenhang stehen.

Anleger werden gebeten, auch die Hinweise zu Interessenkonflikten unter «X. Conflicts of Interest» (Interessenkonflikte) im Private Placement Memorandum zu berücksichtigen.

Kapitel IV.- Hauptversammlung der Anteilhaber

17. Befugnisse der Hauptversammlung der Anteilhaber. Die regelmäßig abgehaltenen Versammlungen der Anteilhaber der Gesellschaft gelten als Vertretung sämtlicher Anteilhaber der Gesellschaft. Die Hauptversammlung der Anteilhaber beschließt nur über Angelegenheiten, die nicht gemäß dieser Satzung oder gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen dem Komplementär vorbehalten sind.

18. Jahreshauptversammlung. Die Jahreshauptversammlung der Anteilhaber wird am dritten (3.) Donnerstag des Monats Juni um 11.00 Uhr am Sitz der Gesellschaft oder an einem anderen Ort in der Stadt Luxemburg abgehalten, wobei der jeweilige Versammlungsort in der Einladung zu der Versammlung anzugeben ist. Sofern dieser Tag kein Bankgeschäftstag ist, wird die Versammlung an dem unmittelbar nachfolgenden Bankgeschäftstag abgehalten.

19. Weitere Hauptversammlungen. Der Komplementär kann weitere Hauptversammlungen der Anteilhaber einberufen. Der Komplementär ist verpflichtet, eine Hauptversammlung der Anteilhaber einzuberufen, sofern Anteilhaber, die ein Zehntel des Gesellschaftskapitals halten, dies für erforderlich halten und dem Komplementär eine diesbezügliche Mitteilung zusammen mit der Tagesordnung übermitteln. Die von dem Komplementär einzuberufende Hauptversammlung ist innerhalb eines Monats nach Eingang einer solchen, vorstehend genannten Mitteilung der Anteilhaber beim Komplementär abzuhalten.

Ort und Zeitpunkt solcher Hauptversammlungen ergibt sich aus den Einladungen zu den jeweiligen Versammlungen.

20. Einladungen zu Hauptversammlungen. Hauptversammlungen der Anteilinhaber werden von dem Komplementär gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen einberufen.

Da es sich bei sämtlichen Anteilen um Namensaktien handelt, sind Einladungen an Anteilinhaber per Einschreiben ausschließlich an die für die jeweiligen Anteilinhaber eingetragenen Anschriften mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungstag zu verschicken. In diesen Einladungen sind die Zeit und der Ort, an dem die jeweilige Versammlung stattfinden wird, die Teilnahmevoraussetzungen sowie die Tagesordnung anzugeben. Außerdem ist der Einladung ein Hinweis auf die Erfordernisse des luxemburgischen Rechts im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit solcher Versammlungen und die für Beschlüsse erforderlichen Mehrheiten beizufügen.

Sofern sämtliche Anteilinhaber bei einer Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, und erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, können sie auf sämtliche für die Einberufung von Versammlungen geltenden Erfordernisse und Formalitäten verzichten.

21. Anwesenheit, Vertretung. Sämtliche Anteilinhaber sind berechtigt, an Hauptversammlungen der Anteilinhaber teilzunehmen und das Wort zu ergreifen.

Anteilinhaber können bei Hauptversammlungen der Anteilinhaber handeln, indem die schriftlich, per Fax, Telegramm, Fernschreiben oder E-Mail eine andere Person, die kein Aktionär sein muss, zu ihrem Vertreter ernennen.

Bezüglich der Erfordernisse im Hinblick auf die Beschlussfähigkeit von Versammlungen und die für Beschlüsse erforderlichen Mehrheiten gelten die per Video- oder Telefonkonferenz oder mit Hilfe sonstiger, die Feststellung der Identität der Anteilinhaber ermöglichender Telekommunikationsmittel an einer Hauptversammlung teilnehmenden Anteilinhaber als bei der Versammlung anwesend. Insoweit verwendete Telekommunikationsmittel müssen in technischer Hinsicht geeignet sein, eine effektive Teilnahme an der Versammlung zu gewährleisten, deren Beratungen und Beschlussfassungen ständig zu übertragen sind.

22. Verfahrensweise. Den Vorsitz von Hauptversammlungen von Anteilinhabern führt der Komplementär oder eine von dem Komplementär insoweit benannte Person.

Der Vorsitzende einer Hauptversammlung von Anteilinhabern ernennt einen Versammlungssekretär.

Bei jeder Hauptversammlung der Anteilinhaber wird unter den anwesenden oder vertretenen Anteilinhabern ein Stimmzähler ausgewählt.

Die vorstehend in Artikel 22 genannten Personen bilden zusammen das Büro der Hauptversammlung der Anteilinhaber.

23. Stimmabgabe. Jeder Anteil berechtigt seinen Inhaber zur Abgabe einer Stimme.

Vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung werden sämtliche Beschlüsse der Hauptversammlung der Anteilinhaber mit der einfachen Mehrheit der von den bei einer Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteilinhaber abgegebenen Stimmen gefasst, und dies unabhängig des bei der Versammlung vertretenen Anteils am Gesellschaftskapital. Gemäß dieser Satzung sowie in dem nach dem Gesetz vom 10. August 1915 zulässigen Rahmen steht die Wirksamkeit von Entscheidungen, die von der Hauptversammlung der Anteilinhaber gefasst werden, unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung des Komplementärs.

24. Protokoll. Das Protokoll jeder Hauptversammlung der Anteilinhaber ist von dem Vorsitzenden der Versammlung, dem Versammlungssekretär und dem Stimmzähler zu unterzeichnen.

Abschriften oder Auszüge aus solchen Protokollen, die im Zusammenhang mit Gerichtsverfahren oder anderweitig eingereicht werden sollen, sind von dem Komplementär zu unterzeichnen.

Kapitel V.- Geschäftsjahr, Gewinnausschüttungen

25. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am letzten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres.

26. Wirtschaftsprüfer. Der Jahresabschluss der Gesellschaft ist von einem oder mehreren, von der Hauptversammlung der Anteilinhaber bestellten Wirtschaftsprüfern zu prüfen, die von der Gesellschaft zu vergüten sind.

Die Wirtschaftsprüfer müssen sämtliche Erfordernisse des Gesetzes vom 15. Juni 2004 erfüllen.

27. Ausschüttungen.

27.1 Allgemeine Bestimmungen

Die Hauptversammlung der Anteilinhaber wird auf Vorschlag des Komplementärs festlegen, wie ausschüttungsfähige Mittel zu behandeln sind, und kann im Zusammenhang mit der Feststellung des Jahresabschlusses Ausschüttung erklären und/oder die Zahlung von Dividenden ankündigen.

Außerdem kann der Komplementär entscheiden, dass gemäß dem Gesetz vom 15. Juni 2004 Zwischendividenden gezahlt werden.

Ausschüttungen werden an jeden Kommanditaktionär anteilig entsprechend der Anzahl der von dem jeweiligen Kommanditaktionär gehaltenen Stammaktien gezahlt.

Es wird keine Ausschüttung vorgenommen, sofern das Grundkapital der Gesellschaft infolgedessen unter das gesetzliche Mindestkapital fällt, das dem Gegenwert von einer Million Euro (EUR 1.000.000,-) in USD entspricht.

Ausschüttungsfähige Mittel werden an die Kommanditaktionäre ausgeschüttet und nicht für eine Anlage in andere Risikokapitalanlagen verwendet.

27.2 Aufrechnung

Der Komplementär ist berechtigt, ausschüttungsfähige Mittel, die an einen Kommanditaktionär zahlbar sind, mit Zahlungsverpflichtungen aufzurechnen, die der jeweilige Kommanditaktionär aus seiner Zeichnungsvereinbarung gegenüber der Gesellschaft hat. Zur Klarstellung sei darauf hingewiesen, dass dies auch für Zahlungsverpflichtungen eines solchen Kommanditaktionärs gegenüber der Gesellschaft in dem Falle gilt, dass sich der jeweilige Kommanditaktionär gemäß Artikel 7.3 dieser Satzung in Verzug befindet.

In jedem Fall werden Ausschüttungen und sonstige Auszahlungen erst getätigt, nachdem die Gesellschaft gegebenenfalls angemessene Rückstellungen für ihr angefallene oder noch anfallende Kosten und Gebühren gebildet hat.

Sämtliche Ausschüttungen erfolgen ohne von der Gesellschaft zahlbare Einkommen- oder Quellensteuern oder sonstige Steuern, zuzüglich gegebenenfalls bei der Gesellschaft eingegangene Quellensteuern auf Zinsen oder Dividenden oder Kapitalertragssteuern oder Quellensteuern auf die Anlagen der Gesellschaft.

Sämtliche Ausschüttungen erfolgen in USD.

Kapitel VI.- Auflösung, Liquidation

28. Auflösungsgründe.

28.1 Laufzeit der Gesellschaft

Vorbehaltlich der Bestimmungen von Artikel 4 dieser Satzung löst sich die Gesellschaft nach dem Ende ihrer Laufzeit von Rechts wegen auf.

28.2 Geschäfts- oder Handlungsunfähigkeit des Komplementärs

Die Geschäftsunfähigkeit, Auflösung, der Rücktritt, das Ausscheiden, die Insolvenz oder der Bankrott des Komplementärs oder sonstige Gründe, die nach geltendem Recht zur Folge haben, dass der Komplementär handlungsunfähig wird, führt nicht zur Auflösung der Gesellschaft. Zur Klarstellung sei in diesem Zusammenhang darauf hingewiesen, dass eine Übertragung des Komplementäranteils durch den Komplementär gemäß Artikel 31 dieser Satzung keine Auflösung der Gesellschaft zur Folge hat.

Im Falle der in dem vorstehenden Absatz erwähnten Geschäfts- oder Handlungsunfähigkeit des Komplementärs bestellt die Hauptversammlung der Anteilhaber aufgrund eines für die Änderung dieser Satzung gemäß Artikel 31 der Satzung zu fassenden Beschlusses vorbehaltlich der Zustimmung der CSSF einen neuen Komplementär.

28.3 Freiwillige Auflösung

Auf Vorschlag des Komplementärs sowie vorbehaltlich anderweitiger gesetzlicher Bestimmungen oder Bestimmungen dieser Satzung kann die Gesellschaft vor dem Ende ihrer Laufzeit aufgrund eines für die Änderung dieser Satzung gemäß Artikel 31 der Satzung zu fassenden Beschlusses aufgelöst werden.

29. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft ist eine solche Auflösung von einem oder mehreren Liquidatoren durchzuführen (die natürliche oder juristische Personen sein können), die von den Anteilhabern bestellt werden, die auch ihre Befugnisse und Vergütung festlegen. Dabei müssen die Liquidatoren von der CSSF genehmigt werden, deren Ehrenhaftigkeit und professionelle Fähigkeiten gewährleistet sein müssen.

Nach Zahlung sämtlicher Schulden der Gesellschafter und sonstiger von ihr zahlbarer Beträge sowie nachdem die im Zusammenhang mit der Liquidation entstehenden Ausgaben bestritten worden sind, werden die Nettovermögenswerte an die Anteilhaber anteilig gemäß der Anzahl der von ihnen gehaltenen Anteile ausgeschüttet.

Kapitel VII.- Schlussbestimmungen

30. Die Depotbank. Gemäß den Erfordernissen des Gesetzes vom 15. Juni 2004 wird die Gesellschaft mit einer Bank oder einem Kreditinstitut gemäß dem luxemburgischen Gesetz vom 5. April 1993 über den Finanzsektor in der jeweils geltenden Fassung einen Depotvertrag abschließen.

Die Depotbank hat die in dem Gesetz vom 15. Juni 2004 beschriebenen Pflichten und Verantwortlichkeiten.

Sofern die Depotbank aus dem Vertragsverhältnis ausscheiden möchte, wird sich der Komplementär nach besten Kräften bemühen, eine Nachfolgerdepotbank zu finden und wird diese als Nachfolgerin der ausscheidenden Depotbank bestellen. Der Komplementär kann den Vertrag mit der Depotbank beenden, wird der Depotbank jedoch erst dann kündigen, wenn eine Nachfolgerdepotbank bestellt und diese bereit ist, anstelle der Depotbank zu handeln. Sowohl im Falle des freiwilligen Ausscheidens der Depotbank als sich in dem Falle, dass der Komplementär den Vertrag mit der Depotbank kündigt, wird die Depotbank bis zu ihrer Ablösung, die innerhalb von zwei Monaten erfolgen muss, sämtliche Maßnahmen ergreifen, die erforderlich sind, um die Interessen der Anleger angemessen zu wahren.

31. Änderung dieser Satzung. Vorbehaltlich anderweitiger Bestimmungen in dieser Satzung, sowie in dem gemäß dem Gesetz vom 10. August 1915 zulässigen Rahmen, sind gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zum Zwecke der Änderung der Satzung einberufene Hauptversammlungen der Anteilhaber, oder sonstige gemäß den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen zum Zwecke der Lösung von Angelegenheiten einberufene Versammlungen, in deren Zusammenhang die einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen oder die Bestimmungen dieser Satzung auf für Änderungen dieser Satzung anwendbare Bestimmungen verweisen, beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapi-

tals anwesend oder vertreten ist. Sofern eine solche Beschlussfähigkeit nicht gegeben ist, wird eine zweite Hauptversammlung der Anteilhaber einberufen, die unabhängig von dem bei dieser zweiten Versammlung anwesenden oder vertretenen Anteil am Gesellschaftskapital wirksam Beschlüsse fasst.

Bei beiden Versammlungen sind Beschlüsse mit einer Mehrheit von mindestens zwei Dritteln der von den bei der Versammlung jeweils anwesenden oder vertretenen Anteilhabern abgegebenen Stimmen zu fassen. Gemäß dieser Satzung und dem Gesetz vom 10. August 1915 steht die Wirksamkeit von Änderungen dieser Satzung durch die Hauptversammlung der Anteilhaber unter dem Vorbehalt der vorherigen Zustimmung des Komplementärs.

32. Schadloshaltung. Weder dem Komplementär noch einem seiner verbundenen Unternehmen, Gesellschafter, Amtsträger, Direktoren, Mitglieder, Mitarbeiter, Teilhaber, Beauftragten, Vertreter oder deren jeweiligen verbundenen Unternehmen (gemeinsam «schadlos zu haltende Parteien» genannt) kommt irgend eine Haftung, Verantwortlichkeit oder Rechenschaftspflicht für Schadensersatzleistungen oder in sonstiger Weise gegenüber einem Anteilhaber zu. Die Gesellschaft verpflichtet sich, jede schadlos zu haltende Partei im Hinblick auf sämtliche Verbindlichkeiten, Verpflichtungen, Verluste, Schäden, Geldstrafen, Klagen, Urteile, Prozesse, Verfahren, Kosten, Ausgaben und sonstige Aufwendungen jeder Art (einschließlich insbesondere angemessene Rechtsanwalts honorare, sowie im Zusammenhang mit der Verteidigung und Berufung gegen Klagen und der Beilegung von gegen die schadlos zu haltenden Parteien oder die Gesellschaft anhängigen oder angedrohten Prozessen, Klagen und Verfahren) schadlos zu halten bzw. sie insoweit zu entschädigen oder zu schützen. Gleiches gilt für die Kosten von sämtlichen in diesem Zusammenhang geführten Untersuchungen, die den schadlos zu haltenden Parteien auferlegt werden, ihnen entstehen oder deren Begleichung von ihnen in Verbindung mit oder aufgrund von Handlungen oder Unterlassungen seitens der Gesellschaft oder der schadlos zu haltenden Parteien verlangt werden kann, wenn diese für die Gesellschaft oder für im Namen der Gesellschaft handelnde Beauftragte handeln. Dies gilt unter dem Vorbehalt, dass der Komplementär in seiner Eigenschaft als persönlich haftender Gesellschafter der Gesellschaft gegenüber der Gesellschaft für den Teil der Verbindlichkeiten, Verpflichtungen, Verluste, Schäden, Geldstrafen, Klagen, Urteile, Prozesse, Verfahren, Kosten Ausgaben oder sonstigen Aufwendungen jeder Art (einschließlich insbesondere angemessene Rechtsanwalts honorare, sowie im Zusammenhang mit der Verteidigung und Berufung gegen Klagen und der Beilegung von gegen die schadlos zu haltenden Parteien oder die Gesellschaft anhängigen oder angedrohten Prozessen, Klagen und Verfahren) haftet, verantwortlich und rechenschaftspflichtig ist, die aufgrund eines Betrugs oder grob fahrlässigen oder absichtlichen Fehlverhaltens des Komplementärs entstehen.

Bei Klagen, Prozessen oder Verfahren gegen die Gesellschaft oder eine schadlos zu haltende Partei, die tatsächlich oder angeblich in Verbindung mit einer solchen Handlung oder Unterlassung entstehen, sind die schadlos zu haltenden Parteien berechtigt, gemeinsam auf Kosten der Gesellschaft einen Rechtsberater ihrer Wahl zu beauftragen, der für die Gesellschaft in Anbetracht der jeweiligen Klage, bzw. des Prozesses oder Verfahrens unter angemessenen Gesichtspunkten annehmbar sein muss. Sofern in dieser Weise ein gemeinsamer Rechtsberater beauftragt wird, kann eine schadlos zu haltende Partei trotzdem auf ihre Kosten noch weitere Rechtsberater beauftragen.

Sofern festgestellt wird, dass eine schadlos zu haltende Partei einen Betrug begangen, grob fahrlässig gehandelt oder sich eines absichtlichen Fehlverhaltens schuldig gemacht hat, sind von der schadlos zu haltenden Partei sämtliche von der Gesellschaft für sie gemäß den Bestimmungen des vorangehenden Absatzes beglichenen Kosten zu tragen.

33. Geltendes recht. Sämtliche nicht dieser Satzung unterliegenden Angelegenheiten unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 und des Gesetzes vom 15. Juni 2004.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2007.

Die erste Jahreshauptversammlung der Anteilhaber wird im Jahr 2008 abgehalten.

Zeichnung

Das Gesellschaftskapital wurde folgendermaßen gezeichnet:

Komplementäranteil			
Zeichner		Gezeichnetes Kapital (USD)	Anzahl der Anteile
CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l.		10.000,-	1
Stammaktien			
Zeichner		Gezeichnetes Kapital (USD)	Anzahl der Anteile
CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A.		40.000,-	4

Die Komplementäranteil und die Stammaktien sind vollständig in bar eingezahlt, und der Gesellschaft steht somit nunmehr ein Betrag in Höhe von fünfzigtausend USD (USD 50.000) zur freien Verfügung, worüber dem Notar ein ordnungsgemäßer Nachweis erbracht wurde.

Erste ausserordentliche Hauptversammlung der Anteilinhaber

Die vorstehend genannten Anteilinhaber der Gesellschaft, die die Gesamtheit der Anteile vertreten und sich als ordnungsgemäß geladen ansehen, haben sofort eine außerordentliche Hauptversammlung der Anteilinhaber abgehalten und dabei die folgenden einstimmigen Beschlüsse gefasst:

- 1) Die Anschrift des Sitzes der Gesellschaft ist 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg.
- 2) Die folgende Person ist zum Wirtschaftsprüfer bestellt: KPMG AUDIT S. à r.l., mit Sitz 31, allée Scheffer, L-2520 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.
- 3) Die Amtszeit der Wirtschaftsprüfers endet bei der ersten Jahreshauptversammlung der Anteilinhaber, die im Jahr 2008 abgehalten wird.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt hiermit, dass er sich versichert hat, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 15. August 1915 aufgeführten Bedingungen vorliegen und führt ausdrücklich an, dass diese Bedingungen erfüllt worden sind.

Ausgaben

Zum Zwecke der Einregistrierung wird das Gesellschaftskapital auf € 36.823,50 geschätzt (Wechselwert (median price) zum 24. April 2007: GBP 1,- = EUR 1,73647).

Die der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehenden Ausgaben, von ihr zu entrichtenden Vergütungen und in sonstiger Weise zu bestreitenden Aufwendungen belaufen sich auf schätzungsweise sechstausendfünfhundert Euro (€ 6.500,-).

Worüber Urkunde, aufgenommen an dem eingangs genannten Tag in Luxemburg.

Nachdem die Urkunde den Erschienenen, die dem Notar mit Familiennamen, Vornamen, Zivilstand und Wohnort bekannt sind, vorgelesen wurde, unterzeichneten die besagten Erschienen gemeinsam mit dem Notar diese Originalurkunde.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass diese Urkunde auf Verlangen der vorstehend genannten Erschienenen in englischer Sprache verfasst ist, und dem englischen Text noch eine deutsche Version folgt. Auf Wunsch der Erschienenen hat im Falle von Widersprüchen zwischen dem englischen und dem deutschen Text die englische Version Vorrang.

Gezeichnet: A. Thilmany, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mai 2007, Relation: LAC / 2007/ 6727. — Reçu 1.250 euros.

Le Receveur (signé): F. Sandt.

Für gleichlautende Kopie, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, den 8. Mai 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007046879/202/1490.

(070059810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2007.

StrategiePortfolio Chance, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds StrategiePortfolio CHANCE wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046756/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05931. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053997) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

BBV-Fonds, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds BBV-FONDS wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046758/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05948. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070054002) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

BBV-Dachfonds, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds BBV-Dachfonds wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046761/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05947. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070054000) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Credit Suisse Mezzanine Finance Partners S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 127.447.

STATUTES

In the year two thousand and seven, on the twentieth day of April.

Before the undersigned Maître Paul Bettingen, notary residing in Niederanven, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A., a public limited liability company having its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, incorporated under Luxembourg law and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 45630,

Represented by Alain Thilmany, Vice President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., with professional address in L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, by virtue of proxy given under private seal, which, initialled ne varietur by the appearing persons and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party has requested the notary to draw up the following articles of association of a private limited liability company (société à responsabilité limitée).

Chapter I. - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l. which will be governed by the laws pertaining to such an entity (hereafter the «Company»), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies as amended (hereafter the «Law»), as well as by the present articles of association (hereafter the «Articles»).

Art. 2. The Company's purpose is to take participations, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign enterprises; to acquire any securities and rights through participation, contribution, underwriting, firm purchase or option, negotiation or in any other way and to acquire patents and licences, to manage and develop them; to grant to enterprises in which the Company has an interest, any assistance, loans, advances or guarantees, finally to perform any operation which is directly or indirectly related to its purpose, however without taking advantage of the Luxembourg law of 31 July 1929 on Holding Companies, as amended.

The Company may, in particular, act as general partner (associé gérant commandité) of CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR (the «SICAR») and, in that capacity, may administer and manage the SICAR and its assets and decide on the investment objectives, policies and restrictions and the course of conduct of the management and business affairs of the SICAR, in compliance with the Luxembourg law of 15 June 2004 on the investment company in risk capital as amended from time to time, the articles of incorporation and the prospectus of the SICAR.

The Company may perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 3. The registered office of the Company is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary general meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for the amendments to the Articles.

However, the Board of Managers (as defined below in article 10 of the Articles) of the Company is authorised to transfer the registered office of the Company within the City of Luxembourg.

Should a situation arise or be deemed imminent, whether military, political, economic or social, which would prevent the normal activity at the registered office of the Company, the registered office of the Company may be temporarily transferred abroad until such time as the situation becomes normalised; such temporary measures will not have any effect on the Company's nationality, which, notwithstanding this temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg Company. The decision as to the transfer abroad of the registered office will be made by the Board of Managers.

The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

Art. 4. The Company is incorporated for an unlimited period.

Chapter II. - Capital - Shares

Art. 5. The corporate capital is fixed at twenty thousand USD (USD 20,000) represented by two (2) shares. Each Share has a nominal value of ten thousand USD (USD 10,000).

Art. 6. The capital may be changed at any time by a decision of the general meeting of shareholders, in accordance with article 16 of the Articles.

Art. 7. All shares will have equal rights.

Art. 8. Towards the Company, the Company's shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

Art. 9. In case of a single shareholder, the Company's shares held by the single shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may be transferred by application of the requirements of articles 189 and 190 of the Law. In particular, transfers of shares to third parties shall be subject to the approval of shareholders representing at least 75% (three quarters) of the share capital of the Company.

In addition, each shareholder agrees that it will not pledge or grant a security interest in any share without the prior written consent of the Board of Managers (as defined below).

Chapter III. - Management

Art. 10. The Company is managed by a board of managers (the «Board of Managers»). The members of the Board of Managers (the «Managers») need not be shareholders.

The Managers are appointed for an unlimited period of time. Each Manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

Any decision in connection with the management of the Company shall be taken collectively by the Board of Managers in compliance with article 11 of the Articles.

Towards third parties, the general power of representation of the Company is granted to any two Managers as provided by article 12 of the Articles, and pursuant to article 191bis paragraph 5 of the Law, any deed, agreement or generally any document executed in compliance with articles 10 and 12 of the present Articles are valid and binding vis-à-vis third parties. The exercise of the general power of representation by any two Managers does not require prior approval by the Board of Managers acting collectively.

Art. 11. In dealing with third parties and without prejudice to articles 10 and 12 of the present Articles, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all administration and disposition acts and operations consistent with the Company's objects.

All powers not expressly reserved by law or by the Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers.

Art. 12. Towards third parties, the Company shall be validly bound by the joint signature of any two Managers or by the joint signature of any two persons to whom such power shall be delegated by any two Managers.

Art. 13. The Board of Managers may delegate its powers for specific tasks to one or more ad hoc agents.

The Board of Managers will determine any such agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of its agency.

Art. 14. The Board of Managers may elect a chairman from among its Managers. The first chairman may be appointed by the first general meeting of shareholders. If the chairman is unable to be present, he will be replaced by a Manager elected for this purpose from among the Managers present at the meeting.

The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman or by any Manager. In case that all the Managers are present or represented, they may waive all convening requirements and formalities.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing or by telegram or telefax or email or letter another Manager as his proxy. A Manager may also appoint another Manager to represent him by phone to be confirmed in writing at a later stage.

The resolutions by the Board of Managers are validly adopted if approved by more than half of the members of the Board of Managers, present or represented. In case of ballot, the chairman has a casting vote.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by telephone.

Written resolutions of the Board of Managers can be validly taken if approved in writing and signed by all the members of the Board of Managers. Such approval may be in a single or in several separate documents sent by fax, e-mail, telegram or telex. These resolutions shall have the same effect as resolutions voted at the Board of Managers' meetings, physically held.

Votes may also be cast by fax, e-mail, telegram, telex, or by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing.

The minutes of a meeting of the Board of Managers shall be signed by the chairman or by any two Managers. Extracts shall be certified by any Manager or by any person nominated by any two Managers or during a meeting of the Board of Managers.

Chapter IV. - General meeting of shareholders

Art. 15. Each Shareholder may take part in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

In case of one shareholder owning all the shares, it assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting and its decisions are recorded in writing.

Art. 16. Shareholders meetings may always be convened by the Board of Managers, failing which by shareholders representing more than half of the capital of the Company.

The holding of general meetings shall not be obligatory where the number of shareholders does not exceed twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the precise wording of the text of the resolutions or decisions to be adopted and shall give his vote in writing.

Should the Company have more than twenty-five shareholders, at least one annual general meeting must be held each year.

Whatever the number of shareholders, the balance sheet and profit and loss account shall be submitted to the shareholders for approval who also shall vote specifically as to whether discharge is to be given to the Board of Managers.

Collective decisions of shareholders are only validly taken insofar as shareholders owning more than half of the corporate capital adopt them. If that figure is not reached at the first meeting or first written consultation, the shareholders shall be convened or consulted a second time, by registered letter, and decisions shall be adopted by a majority of the votes cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to alter the Articles may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three-quarters of the Company's corporate capital in accordance with any provisions of the Law.

Moreover, the nationality of the Company may be changed and the commitments of its shareholders may be increased only with the unanimous consent of all the shareholders and in compliance with any other legal requirement.

Chapter V. - Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

Art. 18. At the end of each financial year, the Company's accounts shall be established and the Board of Managers shall prepare an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 19. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and charges represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's corporate capital.

To the extent that funds are available at the level of the Company for distribution and to the extent permitted by Law and by the Articles, the Board of Managers may propose that funds available be distributed.

The decision to distribute funds and the determination of the amount of such a distribution will be taken by the general meeting of the shareholders.

The Board of Managers may however decide to pay interim dividends. In such case, the general meeting of shareholders shall ratify the interim dividends and shall, upon proposal from the Board of Managers and within the limits provided by Law and the Articles decide to distribute what has not been paid as interim dividends or otherwise.

Chapter VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of one of the shareholders.

Art. 21. The liquidation of the Company can only be decided if approved by a majority of the shareholders representing three quarters of the Company's corporate capital.

The liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholders who shall determine their powers and remuneration.

Chapter VII. - Applicable law

Art. 22. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory provisions

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2007.

Subscription - Payment

The Articles having thus been established, the above-named party has subscribed for all the two (2) shares.

All these shares have been fully paid up in cash, therefore the amount of twenty thousand USD (USD 20,000) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

For the tax registration purposes, the share capital is estimated at EUR 14,723.60 (exchange rate (median price) on 19th April 2007: USD 1.- = EUR 0.73618).

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand seven hundred Euro (€ 1,700.-).

Extraordinary general meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the meeting, passed the following resolutions:

1. The number of Managers is fixed at two.

2. The following persons are appointed Managers for an unlimited period of time:

- Mr Michaël Isikow, Managing Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT division New York, with professional address in Eleven Madison Avenue, New York, NY 10023, USA;

- Mr Kenneth Lohsen, Managing Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT division New York, with professional address in Eleven Madison Avenue, New York, NY 10023, USA.

In accordance with article 12 of the Articles, the Company shall be validly bound towards third parties, by the joint signature of any two Managers or by the signature of any two persons to whom such power shall be delegated by any two Managers.

3. The registered office of the Company is set at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg,

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, he signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille sept, le vingt avril.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven, Grand-duché du Luxembourg.

A comparu:

CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT HOLDING EUROPE (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social à 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 45630,

Représenté par Alain Thilmany, Vice President, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT FUND SERVICE (LUXEMBOURG) S.A., avec adresse professionnelle à L-2180 Luxembourg, 5, rue Jean Monnet, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé, signé ne varietur par les personnes comparantes et par le notaire et qui restera annexée au présent acte afin d'être reçue en même temps par les autorités d'enregistrement.

Lesquel comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts d'une société à responsabilité limitée.

Chapitre I^{er} . - Forme, Nom, Siège social, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Il est formé une société à responsabilité limitée sous la dénomination de CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE PARTNERS S.à r.l. qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société»), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (ci-après les «Statuts»).

Art. 2. L'objet de la Société est de prendre des participations, de quelque sorte que ce soit, dans des sociétés commerciales, industrielles, financières ou autre, au Luxembourg ou à l'étranger; d'acquérir des valeurs et des droits au moyen de participation, contribution, souscription, prise ferme ou option, négociation, ou de tout autre manière, dont entre autre l'acquisition, l'exploitation et le développement de brevets et licences; d'accorder aux entreprises dans lesquelles la Société à un intérêt toute assistance, prêts, avances ou garanties, et enfin d'accomplir toute opération directement ou indirectement liées à son objet, sans vouloir sans pour autant bénéficier de la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participation financières telle que modifiée.

La Société peut, en particulier, agir en qualité d'associé gérant commandité de CREDIT SUISSE MEZZANINE FINANCE SCA SICAR (la «SICAR») et, en cette capacité, peut administrer et gérer la SICAR et ses avoirs et prendre des décisions sur les objectifs, politiques et restrictions d'investissement et sur la conduite des affaires de la SICAR en conformité avec la loi luxembourgeoise du 15 juin 2004 sur la société d'investissement en capital à risque telle que modifiée, les statuts et le prospectus de la SICAR:

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec toutes les matières décrites ci-dessus, de manière à faciliter l'accomplissement de son objet social

Art. 3. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Toutefois, le Conseil de Gérance (tel que défini ci-après à l'article 10 des Statuts) est autorisé à transférer le siège social de la Société à l'intérieur de la Ville de Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre militaire, politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social de la Société se seraient produits ou seraient imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera une société luxembourgeoise. La décision de transférer le siège social à l'étranger sera prise par le Conseil de Gérance.

La Société peut avoir des bureaux et succursales à la fois au Luxembourg et à l'étranger.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II. - Capital - Actions

Art. 5. Le capital social souscrit est fixé à vingt mille USD (USD 20.000) représenté par deux (2) actions, ayant une valeur nominale de dix mille USD (USD 10.000), chacune.

Art. 6. Le capital peut être modifié à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires en respectant l'article 16 des Statuts.

Art. 7. Toutes les actions donnent droit à des droits égaux.

Art. 8. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la société.

Art. 9. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul actionnaire, les actions détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs actionnaires, les actions détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par les articles 189 et 190 de la Loi. En particulier, les transferts d'actions à des tierces parties seront soumis à l'approbation des actionnaires représentant au moins 75% (trois quarts) du capital de la Société.

Chaque actionnaire s'engage à ne pas mettre en gage ou conférer des garanties sur les actions qu'il détient sans le consentement préalable et écrit du Conseil de Gérance.

Chapitre III. - Gérance

Art. 10. La Société est gérée par un conseil de gérance (le «Conseil de Gérance». Les membres du Conseil de Gérance (les «Gérants») ne sont pas obligatoirement actionnaires.

Les Gérants sont nommés pour une période indéterminée. Chaque Gérant peut être révoqué avec ou sans raison par une résolution des actionnaires titulaires de la majorité des votes.

Toute décision à prendre concernant la gestion de la Société sera prise collectivement par le Conseil de Gérance conformément à l'article 11 des Statuts.

Envers les tiers, le pouvoir général de représentation de la Société est conféré à deux Gérants tel que stipulé à l'article 12 des Statuts, et en vertu de l'article 191 bis paragraphe 5 de la Loi, tout acte, contrat ou généralement tout document exécuté en conformité aux articles 10 et 12 des présents Statuts sont valables et créeront des obligations à la charge de la Société vis-à-vis des tiers. L'exercice du pouvoir général de représentation par deux Gérants ne requiert pas l'approbation préalable du Conseil de Gérance agissant collectivement.

Art. 11. Dans les rapports avec les tiers et sans préjudice des articles 10 et 12 des présents Statuts, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes d'administration et de disposition et toutes opérations conformes à l'objet social de la Société.

Les compétences non expressément réservées par la loi ou par les Statuts à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du Conseil de Gérance.

Art. 12. Vis-à-vis des tiers, la Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux Gérants ou par la signature conjointe de deux personnes à qui ce pouvoir aura été délégué par deux Gérants.

Art. 13. Le Conseil de Gérance peut déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires ad hoc pour des tâches déterminées.

Le Conseil de Gérance déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces mandataires, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

Art. 14. Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses Gérants. Le premier président peut être choisi lors de la première assemblée générale des actionnaires. Si le président est incapable d'être présent, il sera remplacé par un Gérant élu à cet effet parmi les Gérants présent à la réunion.

Le Conseil de Gérance se réunit sur convocation du président ou d'un Gérant. Lorsque tous les Gérants sont présents ou représentés, ils pourront renoncer aux formalités de convocation.

Tout Gérant est autorisé à se faire représenter lors d'une réunion du Conseil de Gérance par un autre Gérant, pour autant que ce dernier soit en possession d'une procuration écrite, d'un télégramme, d'un fax, d'un email ou d'une lettre. Un Gérant pourra également nommer par téléphone un autre membre pour le représenter, moyennant confirmation écrite ultérieure.

Toute décision du Conseil de Gérance est valablement adoptée lorsqu'elle est approuvée par plus de la moitié des membres du Conseil de Gérance, présents ou représentés. En cas d'égalité des voix, le président aura une voix de préférence.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants à la réunion en utilisant ou non ce type de technologie et chaque participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via le téléphone ou la vidéo.

Des résolutions écrites du Conseil de Gérance peuvent être prises valablement par voie circulaire si elles sont signées et approuvées par tous les membres du Conseil de Gérance. Cette approbation peut résulter d'un seul ou de plusieurs documents séparés transmis par fax, e-mail, télégramme ou télex. Ces décisions auront le même effet et la même validité que des décisions votées lors d'une réunion du Conseil de Gérance physiquement tenue.

Les votes pourront également être exprimés par fax, e-mail, télégramme ou téléphone, et dans cette dernière hypothèse, le vote devra être confirmé par écrit.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Gérance sont signés par le président ou deux Gérants. Des extraits seront certifiés par deux des Gérants ou par toute personne désignée par les deux Gérants ou lors d'une réunion du Conseil de Gérance.

Chapitre IV. - Assemblée générale des actionnaires

Art. 15. Tout actionnaire peut prendre part aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il détient. Chaque actionnaire a un droit de vote proportionnel à sa participation dans le capital social.

En cas d'actionnaire unique, celui-ci exerce tous pouvoirs qui sont conférés à l'assemblée générale des actionnaires et ses décisions sont établies par écrit.

Art. 16. Des assemblées générales pourront toujours être convoquées par le Conseil de Gérance, à défaut par les actionnaires représentant plus de la moitié du capital de la Société.

La tenue d'assemblée générale n'est pas obligatoire, quand le nombre des actionnaires n'est pas supérieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque actionnaire recevra le texte des résolutions ou décisions à prendre expressément formulées et émettra son vote par écrit.

Lorsqu'il y aura plus de vingt-cinq actionnaires, il devra être tenu, chaque année, une assemblée générale.

Quel que soit le nombre d'actionnaires, le bilan et le compte de profits et pertes sont soumis à l'approbation des actionnaires qui se prononceront aussi par un vote spécial sur la décharge à donner au Conseil de Gérance.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant que les actionnaires détenant plus de la moitié du capital social les adoptent. Si ce chiffre n'est pas atteint lors de la première réunion ou consultation par écrit, les actionnaires sont convoqués ou consultés une seconde fois, par lettres recommandées, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quelle que soit la portion du capital représenté.

Cependant, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'actionnaires détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Par ailleurs, le changement de nationalité de la Société et l'augmentation des engagements des actionnaires ne peuvent être décidés qu'avec l'accord unanime des actionnaires et sous réserve du respect de toute autre disposition légale.

Chapitre V.- Année sociale - Bilan

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de chaque année.

Art. 18. A la fin de chaque année sociale, les comptes de la Société sont établis et le Conseil de Gérance prépare un inventaire comportant l'indication de l'actif et du passif de la Société.

Chaque actionnaire peut consulter cet inventaire et le bilan au siège social de la Société.

Art. 19. Les profits de l'exercice social repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux des charges et des amortissements, constituent le bénéfice net de la Société pour cette période. Le bénéfice net ainsi déterminé, cinq pour cent (5%) seront prélevés pour la constitution de la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque le montant de la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

Dans la mesure où des fonds peuvent être distribués au niveau de la Société dans le respect de la Loi et des Statuts, le Conseil de Gérance pourra proposer que les fonds disponibles soient distribués.

La décision de distribuer des fonds et d'en déterminer le montant sera prise par l'assemblée générale des actionnaires. Le Conseil de Gérance peut cependant décider de distribuer des dividendes intérimaires. Dans un tel cas, l'assemblée générale des actionnaires ratifiera les acomptes sur dividendes et décidera, sur proposition du Conseil de gérance et dans les limites fixées par la Loi et les Statuts, de distribuer ce qui n'a pas encore été payé comme acomptes sur dividendes ou autre.

Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

Art. 20. La Société ne pourra être dissoute pour cause de décès, de suspension des droits civils, d'insolvabilité, de faillite de l'un de ses actionnaires.

Art. 21. La liquidation de la Société n'est possible que si elle est décidée par la majorité des actionnaires représentant les trois quarts du capital social de la Société.

La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, actionnaires ou non, nommés par les actionnaires qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Chapitre VII. - Loi applicable

Art. 22. Il est fait référence aux prescriptions de la Loi pour toutes les matières non-traitées explicitement dans ces Statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2007.

Souscription - Paiement

Les Statuts ayant été établi, la personne ci-dessus désignée a souscrit l'entièreté des deux (2) actions.

Toutes les actions ont été intégralement libérées par des versements en numéraire de sorte que la somme de vingt mille USD (USD 20.000) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Estimation des coûts

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital social est évalué à EUR 14.723,60 (taux de change (median price) du 19 avril 2007: USD 1,- = EUR 0,73618).

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille sept cents euros (€ 1.700,-).

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, les comparants précités, représentant la totalité du capital social, exerçant les pouvoirs de l'assemblée, ont pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des Gérants est fixé à deux.

2. Les personnes suivantes sont désignées comme Gérants pour une période indéterminée:

- Monsieur Michaël Isikow, Managing Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT division New York, demeurant professionnellement à Eleven Madison Avenue, New York, NY 10023, USA ;

- Monsieur Kenneth Lohsen, Managing Director, CREDIT SUISSE ASSET MANAGEMENT division New York, demeurant professionnellement à Eleven Madison Avenue, New York, NY 10023, USA.

En vertu de l'article 12 des Statuts, la Société sera valablement liée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux Gérants ou de deux personnes à qui un tel pouvoir a été donné par deux Gérants.

3. Le siège social de la Société est fixé au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que les comparants l'ont requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française, et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des comparants, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: A. Thilmann, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 25 avril 2007, Relation: LAC/2007/6013 - Reçu 146,99 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 8 mai 2007.

P. Bettingen.

Référence de publication: 2007046880/202/379.

(070059794) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mai 2007.

StrategiePortfolio Wachstum, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds StrategiePortfolio Wachstum wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046768/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05944. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070054001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

VPV Pro, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds VPV PRO-WACHSTUM wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046777/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05922. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

Pioneer Investments Athos, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds PIONEER INVESTMENTS ATHOS wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046787/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05945. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053998) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

HVB Luxembourg Select, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds HVB LUXEMBOURG SELECT BALANCED wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046791/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05950. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070054003) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

StrategiePortfolio Absolut, Fonds Commun de Placement.

Die Änderung des Sonderreglements des Fonds StrategiePortfolio ABSOLUT wurde am Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg hinterlegt.

Zum Vermerk und zur Veröffentlichung im Luxemburger Amtsblatt, Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 20. April 2007.

PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

Unterschrift

Référence de publication: 2007046792/250/13.

Enregistré à Luxembourg, le 24 avril 2007, réf. LSO-CD05924. - Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): G. Reuland.

(070053990) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 avril 2007.

SES Astra, Société Anonyme.

Siège social: L-6815 Betzdorf, Château de Betzdorf.

R.C.S. Luxembourg B 22.589.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 8 mars 2006 ref.: L060022266.

Statuts coordonnés rectifiés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J. Baden.

Référence de publication: 2007041251/7241/11.

(070038700) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 mars 2007.
